

مركزنا من الأصل

THE LEADER
UNIVERSITY # 488624

YA/A/08 00700

AOUT 1978 N° 293 - 25^e année

LE MONDE

diplomatique

ENQUÊTE :

PEUT-ON SE FIER AUX PRÉVISIONS ?

(Pages 14 et 15.)

Prix : 6 F
Algérie : 6,00 DA Maroc : 6,00 dir.
Canada : 1,50\$ C. Roy.-Uni : 30 p.
Espagne : 100 p. Suisse : 3 F.S.
Italie : 900 lire Tunisie : 600 mil.
Abonnements : voir tarif page 19
Publication mensuelle
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Un «sommets» d'économie-fiction

Par CLAUDE JULIEN

REUNIS à Bonn le mois dernier, les représentants des sept nations les plus riches du monde ont fait de leur mieux. Avec réalisme, se gardant de présenter des schémas trop ambitieux, ils sont allés — dans la logique du système — aussi loin qu'ils le pouvaient. Pragmatique, chaque chef d'Etat ou de gouvernement a annoncé les mesures concrètes qu'il prendrait pour atténuer les effets de la crise économique mondiale.

Pour sa part, le Japon a promis de porter son taux de croissance de 5,4 % à 6,9 % en 1978 — ce qui constituerait un grand bond en avant — et d'accroître ses importations d'ovins d'un milliard de dollars — ce qui n'a rien d'exceptionnel pour un pays dont l'excédent commercial a atteint 17 milliards de dollars en 1977. La France, afin de favoriser la relance, doublera son déficit budgétaire, mais au vu de son état de déclin, il n'est pas étonnant. En recourant notamment à d'importantes réductions d'impôts, l'Allemagne fédérale entend stimuler la consommation, ce qui peut contribuer à freiner chez elle l'accroissement du chômage. Quant aux Etats-Unis, ils se sont engagés à réduire à la fois leurs importations pétrolières et leur taux d'inflation.

Mais c'est là la part faible de tout le système. Le président Carter a certes pu annoncer que, pendant les six premiers mois de 1978, les importations américaines de pétrole avaient baissé de 12,8 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier. Or cette réduction, pour une bonne part purement technique, n'annonce nullement un durable renversement de tendance. En effet, les analyses de la Maison Blanche mettent en évidence les deux caractéristiques majeures de l'économie américaine : un ralentissement de l'exportation, une accélération de l'inflation. Dans les quinze jours qui ont suivi le «sommets» de Bonn, le dollar a enregistré une nouvelle chute qui ne peut qu'encourager les importations américaines de pétrole.

La crise mondiale trouve évidemment sa source à l'intérieur de chacun des pays industrialisés comme dans les relations qu'ils entretiennent entre eux et avec le reste du monde. Les Etats-Unis ne sont pas seuls en cause, mais leur poids économique est à cet égard déterminant. Or le président Carter se proposait essentiellement deux mesures : augmenter le prix du pétrole américain pour le porter au niveau mondial d'ici à 1980, réduire d'ici à 1985 les importations de 11,5 à 9 millions de barils par jour. Ces deux échéances sont beaucoup trop lointaines pour assurer aux décisions immédiates de l'Allemagne et du Japon l'efficacité voulue qu'elles pourraient avoir. Et, surtout, elles laissent intacts deux obstacles apparemment insurmontables : le Congrès n'est toujours pas disposé à suivre M. Carter dans sa politique énergétique, l'inflation ne cesse de miner le dollar. Et les porteurs des Etats-Unis continuent d'en payer le prix.

Aucun signe tangible ne laisse prévoir un éventuel affaiblissement de cours des choses, et le système dérivé de l'écroulement de la théorie économique en honneur a été déjà frappé par la constance constante de la stagnation et de la «stagnation» décrit ce qu'il n'explique pas. Cette théorie est en outre victime d'un autre paradoxe apparent : les pays à monnaie forte (Allemagne, Japon) enregistrent de substantiels excédents commerciaux, alors que la dépréciation constante du dollar ne parvient pas à élargir l'excédent du déficit commercial des Etats-Unis. Et pourtant, prisonnier d'une théorie à laquelle les faits ne répondent plus, le système, de plus en plus coupé du réel, poursuit impitoyablement sur sa lancée schizophrène. L'Occident évolue en pleine économie-fiction.

POURRAIT-ON sortir de la crise en rompant avec l'uberrante logique à laquelle obéissent aussi bien les Etats-nations que les firmes multinationales et les agents du F.M.I. ? Un retour au réel est-il encore possible ? Une telle «révision déclinante» n'a-t-elle pas sous une transformation progressive des habitudes de production et de consommation pour tendre vers un nouveau mode de vie.

Les nations industrialisées se disent solidaires, mais leur discours se saurait dissimuler la guerre commerciale qu'elles se livrent entre elles. Elles préparent l'interdépendance qui les lie aux pays les plus pauvres, mais dans le produit elles continuent de la exploiter. Ainsi, dans son rapport consacré aux produits de base, la Commission trilatérale cite les droits de douane qui frappent les importations en provenance du tiers-monde : pour les matières premières, 1,7 % dans la C.E.E., 2,2 % au Japon et 5,6 % aux Etats-Unis ; pour les produits manufacturés, 8,3 % dans la C.E.E., 11,3 % au Japon et 13,1 % aux Etats-Unis. Ainsi va le degré de la liberté des échanges.

La stagnation de la production dans les pays riches est absurde alors que restent immenses les besoins non satisfaits des trois quarts de l'humanité. La réponse à la crise réside en partie dans les rapports entre pays riches qui se réalisent par leurs sommets périodiques, et beaucoup plus dans les rapports entre eux et le reste de l'humanité.

Signification économique d'un coup d'Etat

LA MAURITANIE, LA GUERRE ET LES MINES

Par HOWARD SCHISSEL

Le coup d'Etat du 10 juillet, qui a mis fin au régime du président Moktar Ould Daddah, a été généralement accueilli avec plus de soulagement que de surprise par le plupart des Mauritaniens. En effet, depuis que le chef d'Etat déchu avait lié le sort de son pays à celui du Maroc, dans le cadre du portage de l'ancienne colonie saharienne espagnole, la Mauritanie a été entraînée malgré elle dans une guerre meurtrière et coûteuse qui hypothéquait les perspectives — déjà peu favorables — de son développement économique (1). A Nouakchott, c'était depuis longtemps un

devenu catastrophique. Le congrès extraordinaire du Parti du peuple mauritanien (P.P.M.), à la fin de janvier, n'a réussi ni à relever le prestige du président, ni à rétablir la façade de l'unité nationale, ni même à gommer les contradictions au sein du parti et de l'Etat.

Si la situation militaire s'était relativement stabilisée ces derniers mois grâce, notamment, à la présence en territoire mauritanien de neuf mille soldats sahariens et grâce, surtout, à l'efficacité de la razzia de l'aviation française basée au Sénégal, le sentiment de l'économie n'eût cessé, au contraire, de se dégrader. A une inflation galopante et à la spéculation sur les produits de première nécessité ont venus s'ajouter des impôts spéciaux qui ont nettement réduit le niveau de vie déjà précaire de la majorité de la population. Qui plus est, le conflit a favorisé l'activité des profiteurs de guerre et rendu quasi endémique la corruption dans l'appareil de l'Etat.

(1) Voir notre précédent article, «La Mauritanie dans l'engrenage saharien», dans le Monde diplomatique de juin 1977.

Dans ce numéro :
L'Irlande, nouvelle «île aux profits». (Page 2.)
Les Arabes riches et les Arabes pauvres. (Page 6.)
Les femmes dans les luttes sociales. (Pages 18 et 19.)

Développement des ventes de matériels militaires

LES PROFITS DU «DÉSARMEMENT»

Par ANDRÉE JALLON *

La décision de l'Assemblée générale des Nations unies de consacrer une session spéciale au problème du désarmement ne peut modifier un fait fondamental : la progression constante des dépenses militaires dans le monde (1).

Il paraît exclu que, dans un avenir prévisible, on parvienne à en réduire le volume, ou même à freiner son accroissement. Car les discours officiels, s'ils justifient des mesures partielles dites de désarmement, cachent en fait la course aux armements que, paradoxalement, ils déterminent. Loin de déboucher sur une limitation économique des activités militaires, les négociations en cours tendent à une limitation technique des matériels produits par les deux Grands, mais cette limitation elle-même se heurte à la recherche d'une forte rentabilité économique des industries d'armement. De telle sorte que ne cessent d'augmenter à la fois la quantité d'armes fabriquées dans le monde, leur degré de sophistication et le nombre de pays détenant des matériels de guerre de haut niveau.

L'affirmation entre grandes puissances n'est plus conçue en termes globaux et quantitatifs (avoir la possibilité de détruire une fois ou quatre fois l'adversaire éventuel) mais par la mesure de l'art technologique entre les deux Grands et, évidemment, entre ceux-ci et les puissances dites moyennes (2). Puisqu'on ne saurait exporter ce qu'il est interdit de fabriquer, on pourrait penser que des mesures partielles de désarmement, fondées sur l'exportation de matériels, ne seraient pas en fait, bien au contraire, un moyen d'exportation des matériels de guerre. Mais les exportations technologiques de matériels de guerre sont par elles-mêmes liées par les accords de désarmement et ne s'engagent que dans les négociations où une période technologique reste soit irréalisable, soit improbatrice. Mais les exportations technologiques de matériels de guerre, plus avancées, portant sur des matériels non couverts par les réglementations.

Les négociations SALT II sont à cet égard, fort révélatrices (3) : les Etats-Unis et l'U.R.S.S. visent à s'interdire ce qu'ils sont techniquement incapables de réaliser. C'est clair pour les A.B.M. (antiballistic missiles), système de défense anti-missiles qui, produisant les Etats-Unis, est techniquement conçu pour intercepter les systèmes à croisière (c'est-à-dire à partir de principes tout à fait nouveaux), il sera rédigé de telle façon qu'il restera néanmoins être tourné en fonction de l'évolution des recherches. En ce qui concerne les armes offensives, les Etats-Unis ont confirmé un lendemain de la rupture des négociations, leur intention de poursuivre leurs études sur les lanceurs sol-sol mobiles que les accords s'interdisent ni d'acquiescent ; ils ont aussi déclaré s'estimer libres d'augmenter la puissance

des charges multiples autorisées. En proposant, en février 1977, d'écarter provisoirement des négociations à la fois le bombardier soviétique Backfire et le missile américain Cruise (4), dont les programmes ferment toute perspective d'accord, le président Carter a témoigné du même souci de refuser tout butoir technologique.

La lecture des conventions internationales, relatives au désarmement indique que les Etats ne s'imposent d'obligations qu'après avoir épuisé les possibilités techniques offertes dans le champ couvert par chaque convention. Ainsi le traité de Moscou (5 août 1963) se borne-t-il à interdire les essais nucléaires dans l'atmosphère et sous la mer ; il ne comporte pas la prohibition des essais souterrains, alors jugés nécessaires par les puissances. C'est pourquoi la France, arrivée en 1974 au stade des essais souterrains, accepta de se considérer comme liée par le traité de Moscou sans pour autant en devenir signataire. De la même manière, le traité de non-prolifération (T.N.P.) des armes nucléaires (1968), notamment son article 3, ne

peut empêcher le détournement à des fins militaires du matériel ou de la technologie nucléaires exportés. Non seulement parce qu'un grand fournisseur (la France) et des clients importants (Israël, Afrique du Sud, Brésil, Inde, Pakistan, etc.) ne sont pas signataires du traité mais surtout, faute d'accord sur la définition des « équipements ou matières spécialement conçus ou préparés pour le traitement, l'utilisation ou la production de produits fissiles spéciaux ». Ces lacunes du T.N.P. ont permis la conclusion des accords de coopération nucléaire entre le Canada et l'Inde ; entre la République fédérale d'Allemagne et le Brésil (juin 1976), qui couvre le cycle complet du combustible nucléaire ; entre la France, d'une part, et d'autre part, l'Iran et l'Afrique du Sud pour l'exportation de centrales nucléaires, sans parler des projets de vente à la Corée du Sud et au Pakistan. Ce n'est qu'après l'exploitation de ces lacunes du T.N.P. que les membres du « groupe des sept » (sept Etats parmi les plus importants exportateurs de technologie nucléaire) ont pu, au début de 1976, par les accords de Londres, harmoniser leur politique nucléaire en vue de réduire leurs exportations.

Progrès technologiques et exportations

Les exportations d'armements ou de technologies devant aboutir à la fabrication sous licence de matériels militaires portés elles-mêmes, l'essentiel, sur les productions excluant la possibilité d'une percée technologique. Cette politique est officiellement justifiée par le risque que le matériel le plus sophistiqué tombe aux mains de l'adversaire potentiel.

Les grands pays exportateurs d'armements se trouvent en situation de concurrence sur le marché international, les fournisseurs proposés étant fort proches les uns des autres, quel que soit leur pays d'origine. Pour chacun, il s'agit de proposer les mêmes matériels que les pays concurrents plutôt que des armements spécifiques. En France, M. J.-I. Delpech, délégué ministériel à l'armement, s'est clairement exprimé sur ce point : « Vous ne serez pas surpris d'apprendre que la D.M.A. n'a pas spontanément un grand enthousiasme exportateur. Elle a été faite pour donner à nos propres forces les meilleures armes possibles, et elle pense évidemment que les meilleures armes doivent rester chez nous et ne pas se disséminer. Pour la D.M.A., comme pour les autres états-majors, l'idée que des armes françaises pourraient être utilisées contre nous est unanimement insupportable ; la tendance de fond est donc, indubitablement, restrictive » (5). Exporter, qui, malgré avoir entraîné un marché en situation de concurrence, et exporter vers des pays politiquement choisis conformément à une procédure strictement contrôlée. Aux Etats-Unis, une réforme récente rend obligatoire, tant pour les agences publiques que pour les entreprises privées, l'obtention d'une autorisation du département d'Etat avant de lancer une campagne de promotion des

ventes à l'étranger. En France, la réglementation en vigueur est tellement stricte que l'agrément administratif préalable à l'exportation de la commande ne suffit pas et que doit s'y ajouter l'autorisation du transport physique des matériels (6).

En fait, dans tous les pays concernés, la rigidité des barrières juridiques n'a pas pour but d'empêcher les exportations ; sa seule fonction est de laisser à l'exportateur le libre choix des clients ; cette réglementation n'empêche nullement l'accroissement continu de la fabrication et de l'exportation mondiale d'armements, dont le volume a été multiplié par 2,7 au cours des dix-sept dernières années (voir le tableau B, page 4).

(Lire la suite page 4.)

(1) Voir le tableau A, page 4.
(2) Cf. l'extrait d'un document du Comité des Etats-Unis cité dans la revue Défense nationale de juin 1975 (page 28) : « Le programme que je vous présente est essentiellement conçu pour conserver à notre nation l'un de ses plus estimables atouts, l'initiative technologique. (...) Nous avons encouragé l'initiative, mais nous devons savoir combien elle est fragile dans le monde actuel. (...) La rapidité des mutations technologiques au cours des dernières années est un fait global. (...) Nous devons maintenir notre avance. (...) »
(3) Cf. général Polier, Des stratégies nucléaires, Hachette, Paris 1977, page 349 et suivantes.
(4) Le Backfire est le bombardier soviétique d'un rayon d'action de 9 500 kilomètres, armé par le ravitaillement en vol, et se déplaçant à Mach 2,2. Le Cruise est une sorte d'avion subsonique sans pilote ; la percée technique qu'il réalise réside dans sa portée (près de 3 000 kilomètres), la détermination de sa trajectoire et sa dimension réduite qui en permet le lancement à partir d'un tube lance-torpilles.
(5) Cf. revue Défense nationale, juin 1975, page 31.
(6) Notamment le décret du 13 mars 1975 et l'arrêté du même jour.

* Docteur en droit, assistante à l'université de Paris-I.

Etudes en SUISSE
littéraires, scientifiques et commerciales
Baccalauréat (séries A, C, D)
Baccalauréats suisses. Admission dès 10 ans. Internat et externat.
29 reçus sur 36 candidats au baccalauréat à la session de juin 1975

école lémania lausanne
3, chemin de Prévaille, Tél. 19-4121/2015 01

Afflux de capitaux et main-d'œuvre bon marché

L'IRLANDE, NOUVELLE « ILE AUX PROFITS »

Par BERNARD CASSIN

Le décalage entre l'image volontairement lichte d'un pays...

On parle l'irlandais. Pour vous, cela peut signifier subventions, facilités pour l'investissement des capitaux...

produits agricoles et alimentaires, ces derniers ne représentent plus, en 1977, que 40 % du total (846 millions de livres pour les aliments, les boissons et le tabac, 153 pour la production animale)...

ités de partage du travail doivent essai d'entraîner un partage des revenus... L'objectif de M. Lynch est aussi de maintenir le bas prix relatif de la main-d'œuvre irlandaise...

qu'ils travaillent au noir. Si l'on met de côté les critères sociaux pour retenir les seuls indicateurs économiques classiques, l'économie irlandaise est incontestablement très prospère.

Un bipartisme à deux et demi

CE n'est pas sur le plan de la politique intérieure que le gouvernement a grand-chose à craindre. Le parti au pouvoir, le Fianna Fail, s'est distingué traditionnellement de lui que par cette référence historique.

de chômage croissant — et des retombées des « événements » du Nord. Tous les hommes politiques sont convaincus que le statut politique du Sud pourrait ne pas résister à long terme dans les six comtés de l'Ulster.

Le financement public des investissements privés

Le capital étranger n'a nullement favorisé au même degré les autres éléments d'importance ; une grande stabilité politique et l'existence d'une main-d'œuvre qualifiée mais sous-payée par rapport à celle des autres pays membres de la C.E.E.

Le changement a également été considérable dans la nature même des exportations : alors qu'il n'y a pas si longtemps, l'Irlande était fondamentalement un pays vendeur de

L'explosion démographique et l'émigration

CETTE année, les emprunts publics représentent 13 % du P.N.B., chiffre considérable, dérogatoire au sens aux normes de la C.E.E. et que le gouvernement envisage de réduire à 8 % au cours des années à venir.

cette décennie, le flux migratoire devenant même positif, phénomène historique considérable dans l'histoire de l'Irlande.

Dans l'immédiat, le gouvernement doit se consacrer à la fixation des capitaux étrangers et maintenir la stabilité sociale qui est l'une des conditions du climat de « confiance » que requièrent les investisseurs.

De plus en plus nombreuses sont les voix qui demandent que la République modifie ses lois concernant les attitudes internes d'intolérance pluralistes.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

AFGHANISTAN (30 avril 1978) Président et premier ministre du conseil révolutionnaire : M. Nur Mohammed Taraki.

NOUVEAUX GOUVERNEMENTS (25 septembre et octobre 1977) Premier ministre, ministre des affaires étrangères : Rajiv Kamal Singh.

FINLANDE (2 août 1978) Premier ministre : M. Kalevi Sorsa, vice-premier ministre et ministre de l'Agriculture : M. Johannes Virolainen.

SAINT-MARIN (élections législatives du 28 mai 1978) Nombre d'électeurs inscrits : 10 613 ; nombre de votants : 10 491, soit 78,96 %.

YUGOSLAVIE (16 mai 1978) Président du Conseil exécutif fédéral : M. Josip Broz Tito.

Les Gr... 100... Londres... Bruxelles... Francfort... Madrid... (Advertisement for a publication or service)

Crise économique, crise de la démocratie

LA RÉPRESSION DANS LES PAYS CAPITALISTES AVANCÉS

L'IDEE a été longtemps admise, dans les milieux de gauche et même d'extrême gauche, que, hormis l'éventualité d'une crise économique et d'un affrontement de classes majeurs, la coercition physique et la répression exercée par l'Etat policier dans les pays capitalistes avancés n'étaient que des phénomènes purement épisodiques, dus à l'influence des caractéristiques propres de certaines personnalités, ou à des déboires bureaucratiques. L'hégémonie idéologique et la manipulation de l'appareil idéologique et politique étaient censées constituer la « norme » dans les démocraties capitalistes (1), la violence politique et les actes illégaux ou « extra-légaux » des autorités relevant des « régimes d'exception ».

Depuis quelque temps, un nombre considérable d'informations viennent démentir ces hypothèses (2). Derrière le rituel des élections et des débats publics, un vaste réseau de services officiels est impliqué à long terme dans la violation des droits démocratiques des citoyens, des partis et des mouvements exerçant des activités politiques légales.

Compte tenu de la bureaucratie et à grande échelle, exécutées clandestinement et visant des objectifs à long terme, les activités de l'Etat policier font désormais partie de la routine de la vie politique dans les pays capitalistes, notamment aux Etats-Unis. La distinction entre les activités politiques relativement bien établies et les mouvements « subversifs » marginaux est devenue tendancieusement floue, tendant à être prise comme cible de l'action des services de surveillance et d'espionnage (affaire du Watergate en est un exemple). Quant à il y a trois ans, le demandeur à obtenir communication de son dossier politique, en application de la loi sur la liberté de l'information, son avocat écrivit au moins dix-huit agences du gouvernement américain pour obtenir ces renseignements : services secrets, département d'Etat, F.B.I. Certaines répondirent qu'elles ne détenaient pas de dossier à son sujet. D'autres envoyèrent des renseignements restreints. La masse des informations provint du F.B.I. et de la C.I.A., la plupart des documents étant censurés pour raison de « sécurité nationale ».

Ces deux derniers organismes constituent, avec les services de renseignement de l'armée, l'Agence de renseignement de la défense nationale, l'Agence de sécurité nationale, la direction des impôts, les chambres d'accusation et des douanes d'organismes politiques locaux (le Chicago Red Squad a admis qu'il détenait près de deux cent mille dossiers), la panoplie des agences de renseignement parallèles (et faisant parfois double emploi) impliquées dans la répression de l'activité politique. L'importance des efforts consacrés par ces agences à la répression politique (par opposition à la lutte contre le crime organisé) a été évaluée par une étude qui démontre qu'à 40 % le temps d'une unité moyenne du F.B.I. est absorbé par des tâches de surveillance politique (3).

La croissance de l'appareil policier aux Etats-Unis s'est accompagnée d'une prolifération de ses activités, stimulée par le développement des techniques informatiques. En 1969, seuls dix Etats sur quarante-neuf disposaient d'un système de renseignement automatisé; en 1972, quarante-sept Etats en étaient pourvus, tous ces systèmes étant connectés avec le système central du F.B.I. (4). En outre, les organismes existants se politisent de plus en plus : la Commission de la fonction publique a répertorié des centaines de milliers de noms de personnes considérées comme de gauche; le Bureau des passeports détient des listes politiques; la Division des renseignements des postes

contrôle tout courrier politique; le ministère de la Justice, enfin, accumule d'épais dossiers sur les communistes, quels qu'ils soient. Le F.B.I. disposerait, rien qu'à Washington, de plus de cinq cent mille dossiers de renseignements portant sur des groupes ou des individus présents aux Etats-Unis (5).

Les activités de l'Etat policier ont pour but exprès de « dénoncer, démanteler, détourner, discréditer et en tout cas neutraliser » (6) toute opposition politique qu'elle provienne des Noirs, de la gauche en général, ou de tout groupe qui a pu encourir l'épithète de « subversif ». Ces activités ont effectivement affaibli la capacité des individus (Noirs, étudiants...) à exercer leurs droits démocratiques dans la poursuite de leurs objectifs politiques et sociaux. Ainsi, les lois de la sécurité nationale ont empêché des lois existantes d'empêcher l'opposition d'exercer effectivement ses droits civiques.

Les cibles principales de l'appareil répressif de l'Etat sont les minorités ethniques, les femmes, les mouvements pour la paix et les étudiants. Le F.B.I. consacre 95 % de son temps à harceler la gauche (7).

En Allemagne de l'Ouest, la politique du « Berufsverbot » (interdictions professionnelles) tend à punir toute activité de protestation présente et potentielle, sans aucune attente des lois existantes, d'empêcher l'opposition d'exercer effectivement ses droits civiques. Les cibles principales de l'appareil répressif de l'Etat sont les minorités ethniques, les femmes, les mouvements pour la paix et les étudiants. Le F.B.I. consacre 95 % de son temps à harceler la gauche (7).

En Allemagne de l'Ouest, la politique du « Berufsverbot » (interdictions professionnelles) tend à punir toute activité de protestation présente et potentielle, sans aucune attente des lois existantes, d'empêcher l'opposition d'exercer effectivement ses droits civiques.

Malgré une tendance constante à l'érosion des droits démocratiques au sein des pays capitalistes avancés, il existe dans ces pays un besoin non moins constant de réinventer les croyances qui soutiennent l'ordre politique existant (9). La base idéologique de la domination de la classe capitaliste en Occident est liée à la notion de démocratie, ainsi qu'à l'idée d'un contrôle par les citoyens de leurs représentants politiques. Sans hégémonie idéologique (10), la société serait contrainte à l'alternative hobbésienne : guerre civile destructrice ou dictature coercitive et oppressive. Le danger, cependant, pour la classe capitaliste et ses institutions auxiliaires (armée et police) est que cette structure « idéologique » devienne sans cesse la base d'un défi aux prérogatives du capital. D'où la recherche constante d'autres armes idéologiques susceptibles de limiter l'application effective des droits démocratiques et de créer des liens de cohésion interne qui courent au travers de la structure de classes.

Depuis l'époque où les Etats-Unis commencent à s'opposer de par le monde aux révolutions sociales et nationales (à la fin des années 40), la raison la plus souvent invoquée pour justifier la répression intérieure et extérieure fut la doctrine de la sécurité nationale (11). Ce terme en soi est un euphémisme pour décrire la répression de classe. La doctrine consistait à exploiter les loyalismes ultra-nationalistes et les sentiments d'insécurité personnelle et politique : ainsi les problèmes de classe « exploitation, chômage, racisme, ségrégation » disparaissent dans un système de pensée légitimant l'ordre social existant et voulant que le problème fondamental soit celui du renforcement de l'appareil d'Etat contre l'« agression des Etats étrangers ».

Par JAMES F. PETRAS*

Les sociaux-démocrates européens les plus modérés à manifester leur indignation. Parmi les professions les plus touchées, on compte les professions libérales, les enseignants, les travailleurs sociaux et les avocats. Le S.P.D. (parti social-démocrate allemand) courtoise désormais l'électorat de droite, après avoir décliné par la coopération au sein des comités du parti et par la répression toute solution de rechange organisée à gauche. En l'absence d'un mouvement de masse à gauche capable d'intervenir de manière organisée et cohérente, en faveur de la défense des libertés démocratiques, la surenchère se donne libre cours entre les deux principaux partis pour obtenir le soutien de la droite sur la base d'une politique de répression.

Le poids de l'intervention de l'Etat s'est fait sentir aussi bien sur les mouvements politiques déclinants que sur ceux qui présentaient leur essor. L'utilisation de « plombiers » (aux Etats-Unis) ou d'articles constitutionnels (article 18 en Allemagne de l'Ouest) reflète la diffusion de contextes politiques au sein desquels des mesures autoritaires sont prises. Aux Etats-Unis, pendant les années 60 et au début des années 70, un vaste mouvement de protestation rassembla des millions de citoyens, incluant des politiciens de Washington comme des G.I. de Saigon. L'utilisation, à l'époque, de moyens législatifs pour limiter leur pouvoir à l'égard de la doctrine dite de sécurité nationale. La subordination de la société à l'armée fut le résultat logique de la transplantation de cette doctrine dans la pensée bureaucratique et militaire au centre, à créer une certaine cohésion entre le capital et le travail, à la périphérie son effet fut de fragmenter la classe ouvrière et de subordonner la bourgeoisie nationale au capital étranger. Le paradoxe est que l'adoption de cette doctrine a conduit à la destruction de la doctrine de la sécurité nationale et leur politique de subordination économique au capital étranger a certes amoindri son efficacité, mais a introduit une certaine cohésion militaire-multinationale où elle est parole d'évangile.

La doctrine de la sécurité nationale

Tous ceux qui défiaient l'ordre social et l'Etat devenaient ainsi par définition des « agents des puissances étrangères », ou encore, dans le langage bureaucratique, des menaces pour la sécurité nationale. L'usage, aussi bien que la doctrine elle-même, créait la justification de la répression : les autorités répressives et leurs partisans étaient décrits comme des « patriotes » et les « détracteurs » d'une notion abstraite de la loi et de l'ordre (même s'ils violentent eux-mêmes cette loi), tandis que leurs adversaires étaient qualifiés de « renégats sympathisant stérilement avec des terroristes sans foi ni loi ».

Répression internationale, luttes de classes et conflits nationaux

Le trait principal de l'économie mondiale capitaliste aujourd'hui est le caractère permanent de la crise, révisé par un chômage massif et chronique et par la montée des taux d'inflation (12). Récession et inflation sont utilisées par l'Etat capitaliste pour justifier des politiques de limitation des salaires et de rationalisation du procès de travail (licenciements, intensification de l'exploitation).

L'impact inégal de la crise capitaliste a suscité une répression sélective à l'encontre des groupes et des segments de la classe ouvrière les plus touchés. En Allemagne et aux Etats-Unis, les contrats, dossiers de police et expulsions, visent systématiquement les travailleurs dits « étrangers » (13); en Italie, la police harcèle les jeunes chômeurs sous prétexte de lutte contre la « terreur ». Les mesures autoritaires frappant ces catégories de travailleurs sont les premières offensives par lesquelles l'Etat capitaliste tente d'affaiblir le pouvoir collectif.

* Professeur de sociologie à l'université de l'Etat de New-York à Binghamton.

La clef de la doctrine de la sécurité nationale était l'insistance mise à invoquer l'« unité nationale », telle que la concevait la classe dirigeante au mépris de la réalité de l'exploitation et des conflits de classe. Tout en contribuant à mystifier les relations sociales, la doctrine fournissait des arguments pour déclarer hors la loi toute opposition politique et sociale à la classe dirigeante : l'opposition de classe se voyait assimilée aux menaces de l'étranger et l'on disposait désormais d'un arsenal sans limites pour mener la guerre politique contre l'opposition intérieure, quelle qu'elle soit.

Cette doctrine de la sécurité nationale diffuse, dans la majorité de l'opinion publique, un ensemble d'idées politiques qui prédisposent à l'acceptation de la doctrine expansionniste et élitiste. Ce ne fut pas un fait du hasard que le mac-carthysme ait sévi au moment de la guerre de Corée, et avant la guerre du Vietnam, permettant la mise à l'écart des militants syndicaux et favorisant la croissance de l'empire américain. C'est seulement quand l'appareil répressif de l'Etat entra en conflit avec des mouvements populaires de masse aux Etats-Unis et à l'étranger, et que le coût de ses pratiques antidémocratiques et impérialistes commença à affecter le fonctionnement de l'ensemble du système, que l'on revint en question l'ampleur et les techniques de l'appareil répressif qui en avait été l'instrument.

En réalité, la doctrine de la sécurité nationale et l'expansion de l'Etat policier sont nées du défi à la domination capitaliste qui se fit jour après la deuxième guerre mondiale : c'est grâce à elles que fut consolidée, dans les pays du centre, la cohésion nationale nécessaire à la poursuite de l'expansion. Dans les pays de la périphérie, la même doctrine servit à justifier les liens des Etats-Unis avec les dictateurs les plus répressifs et les plus rétrogrades du monde.

Au début des années 60, un nombre de plus en plus grand de dictatures pro-occidentales commencent à légitimer leur pouvoir à l'égard de la doctrine dite de sécurité nationale. La subordination de la société à l'armée fut le résultat logique de la transplantation de cette doctrine dans la pensée bureaucratique et militaire au centre, à créer une certaine cohésion entre le capital et le travail, à la périphérie son effet fut de fragmenter la classe ouvrière et de subordonner la bourgeoisie nationale au capital étranger. Le paradoxe est que l'adoption de cette doctrine a conduit à la destruction de la doctrine de la sécurité nationale et leur politique de subordination économique au capital étranger a certes amoindri son efficacité, mais a introduit une certaine cohésion militaire-multinationale où elle est parole d'évangile.

Répression internationale, luttes de classes et conflits nationaux

Le trait principal de l'économie mondiale capitaliste aujourd'hui est le caractère permanent de la crise, révisé par un chômage massif et chronique et par la montée des taux d'inflation (12). Récession et inflation sont utilisées par l'Etat capitaliste pour justifier des politiques de limitation des salaires et de rationalisation du procès de travail (licenciements, intensification de l'exploitation).

L'impact inégal de la crise capitaliste a suscité une répression sélective à l'encontre des groupes et des segments de la classe ouvrière les plus touchés. En Allemagne et aux Etats-Unis, les contrats, dossiers de police et expulsions, visent systématiquement les travailleurs dits « étrangers » (13); en Italie, la police harcèle les jeunes chômeurs sous prétexte de lutte contre la « terreur ». Les mesures autoritaires frappant ces catégories de travailleurs sont les premières offensives par lesquelles l'Etat capitaliste tente d'affaiblir le pouvoir collectif.

* Professeur de sociologie à l'université de l'Etat de New-York à Binghamton.

d'un emploi contre les travailleurs étrangers, les jeunes et les chômeurs) crée les conditions d'une seconde de la répression l'Etat capitaliste, qui utilise la législation répressive et « antiterroriste » contre une partie de la classe ouvrière aujourd'hui, pourra l'utiliser demain contre l'autre, en fonction de l'aggravation éventuelle de la crise économique et de la capacité des travailleurs à déclencher une contre-offensive de masse pour la défense des libertés démocratiques.

L'aggravation de la concurrence entre pays capitalistes, la crise énergétique, l'accumulation impressionnante des excédents de capacités dans les industries de base à l'échelle mondiale, ont exacerbé les difficultés de la reproduction du capital à la vitalité pour conquérir les marchés et les ressources obligent chaque classe capitaliste à redoubler d'efforts pour comprimer les coûts salariaux afin de tenter d'obtenir des avantages marginaux. Le rôle de l'Etat capitaliste devient de plus en plus décisif dans la définition des conditions d'une poursuite de l'expansion. Là où la bureaucratie ouvrière peut être cooptée et quand elle est en mesure de conserver la direction de la majorité des travailleurs, la législation répressive est dirigée contre les « outsiders » : syndicats dissidents, prétendant à des « extrémismes », minorités nationales, etc. Là où la bureaucratie perd le contrôle quand la bureaucratie perd le contrôle de ses militants, l'appareil de sécurité nationale entre en action avec sa panoplie répressive.

Quand s'ouvre ainsi une période de crises aux régimes politiques démocratiques, les structures formées de la démocratie peuvent se maintenir, certes, mais le contenu et la substance du système politique seront de plus en plus modelés par l'appareil bureaucratique, à moins qu'un mouvement démocratique de masse n'impose le lien entre les problèmes de la répression socio-économique et ceux de la répression politique (14). Une condition préalable à la démythification de la doctrine de la sécurité nationale, la dénonciation de sa vraie nature d'outil de répression de classes à l'intérieur et l'étranger. Une contre-offensive des forces populaires démocratiques devrait rejeter les appels à une « mobilisation derrière un Etat fort » comme ceux qui ont entendu sans doute bien dans ces pays où, s'il n'existe pas de terroristes, il faudra en inventer. Le combat pour des droits démocratiques devrait plutôt être associé à une défense claire et énergique des droits spécifiques de la classe ouvrière, en particulier des secteurs de celle-ci qui ont été le plus durement touchés pour l'instant : chômeurs, jeunes, minorités nationales et travailleurs immigrés.

(1) Cf. Nikos Poulanzas : *Pouvoir politique et classes sociales*, Masson, Paris, 1971, deux tomes de 200 pages, 24 francs chaque volume.
(2) Parmi les nombreux témoignages et études sur les activités de l'Etat policier, voir : Morton Halperin et al. *The Lawless State: the crimes of the U.S. Intelligence Agencies*, (Pantheon, New York, 1977); Center for Research on Criminal Justice, *The Iron Fist and the Velvet Glove* (1975); David Mervin, *The American Police State* (Vintage Books, New York, 1978). Pour une analyse historique des relations entre la loi et le développement du capitalisme, cf. Michael Tiger et Madeline Levy : *Law and the Rise of Capitalism* (Monthly Review Press, New York, 1977).
(3) Center for Research on Criminal Justice, op. cit., chapitre 8.
(4) Halperin, op. cit., page 121.
(5) Center for Research on Criminal Justice, op. cit., chapitre 4.
(6) Martin Oppenheimer, « The Criminalization of Political Dissent in the Federal Bureau of Investigation », *Contemporary Crises*, automne 1977, page 97.
(7) Sur l'histoire de la répression politique de Alan Wolfe, *The Economy of Democracy* (David Mac Kay, New York, 1973) et *The Limits of Legitimacy* (Constitutional Review, 1977).
(8) *Contemporary Capitalism* (Free Press, New York, 1977).
(9) Michael Parenti, *Power and the Politics of Fear* (Macmillan, New York, 1978), chapitre 7. Voir aussi, dans le *Monde diplomatique* de juillet 1978, l'article de Ginzia et Boyer sur « Capitalisme et démocratie ».
(10) Halperin (op. cit., chapitre 7) analyse le fonctionnement de la base de la doctrine de sécurité nationale qui fut l'incarnation de cette doctrine.
(11) Paul Sweezy, « The Present Global Crisis of Capitalism », *Monthly Review*, avril 1978, pages 1-3.
(12) Sur l'exploitation et la répression des travailleurs immigrés en Europe, cf. Kossak et Castles, *Immigrant workers' class struggle in western Europe*, Oxford University Press, Londres, 1974. Pour les Etats-Unis, cf. NACLA, n° 8 de novembre-décembre 1977, où est étudiée la pratique de l'immigration temporaire dans l'agriculture américaine.
(13) Sur la notion de répression économique, cf. Michel Chossudovsky, *Capital and the Question of the Americas*, faculté des sciences sociales, université d'Ottawa, pp. 1, passim, et *Political Violence: The Struggle Between Human Rights and Basic Needs* dans *Background*, Center for International Policy, printemps 1978.

RECTIFICATIF. — Un passage de l'article de Samuel Bonnes et Herbert Gintis publié le mois dernier sous le titre « Le Parti communiste et la lutte contre l'exploitation » a été rendu incompréhensible à la suite d'une erreur d'impression. Page 12, il fallait lire ainsi la dernière phrase du deuxième paragraphe : « Les politologues libéraux contemporains ont partagé le refus des économistes néo-classiques... », etc.
Dans le même article, la « compatibilité » entre capitalisme et démocratie libérale est malencontreusement devenue, à plusieurs reprises, « compatibilité ». Les lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes, mais nous les prions de bien vouloir nous excuser.

Les Grandes Routes Aériennes Europe - Algérie 103 Vols Par Semaine



Londres - Barcelone - Genève - Alger
Bruxelles - Alicante - Toulouse - Oran
Frankfort - Rome - Palma - Nice - Constantine
Madrid - Paris - Lyon - Marseille - Annaba



Au rythme de vos affaires.



L'IMPOSSIBLE RECONSTRUCTION DE L'ÉTAT LIBANAIS

La droite chrétienne libanaise se retrouve dans une position délicate après l'épreuve de force qui l'a opposée au début de juillet aux troupes de Damas. Elle est momentanément renforcée, car les obus syriens sur Beyrouth-Est — qui ont causé la mort de cent soixante-dix personnes (1) — n'ont eu d'autre effet que de resserrer autour de ses dirigeants les plus intrinsèques la population maronite de la capitale et du Nord-Liban. Mais cette population a pu mesurer l'ampleur de son isolement, tant sur le plan intérieur que sur le plan arabe. La confrontation a aussi été l'occasion de poser avec une particulière netteté le problème spécifique du Liban, à savoir l'impossible reconstruction d'un État militaire dans le rapport actuel des forces.

À un moment de sa création, en octobre 1976 (2), la Force arabe de dissuasion (FAD) avait officiellement été mise à la disposition du président Hanié pour lui permettre d'entreprendre la reconstruction de l'État en commençant, en toute logique, par celle de l'armée. Il était implicitement entendu que cet État serait pour l'essentiel bâti sur les mêmes bases institutionnelles que celui qui s'était écroulé. Ses frontières seraient celles du « Grand Liban » (3), fixées en 1920 par l'adjonction à l'ancienne « province autonome » chrétienne de 4 500 km² quelque 6 000 km² détachés de la Syrie: sa Constitution serait celle proclamée en 1928 par l'autorité maronite qui faisait du pays une République parlementaire; enfin, et surtout, le partage du pouvoir entre communautés chrétiennes et musulmanes serait toujours régi par le fameux pacte national de 1943. Cette convention non écrite, pilier des bases de l'indépendance libanaise, stipulait notamment que les chrétiens renonceraient à la présence française et que, en contrepartie, les musulmans s'abstiendraient de rétrocession à la Syrie. En outre, le pacte organisait le partage du pouvoir entre les différentes confessions, la direction de l'État revenant aux maronites, celle du gouvernement aux musulmans sunnites et celle de l'Assemblée aux musulmans chiites, l'ensemble de l'appareil d'État étant ainsi minutieusement réparti entre les communautés suivant leur importance numérique supposée (4).

Or c'est justement ce système de partage confessionnel instituant une prééminence maronite qui s'est progressivement grippé à partir de 1970 sous la double poussée des luttes sociales et de la présence palestinienne au Liban. Le 14 février 1976, le président Frangé avait solennellement proposé un « document constitutionnel » qui retirait à l'Assemblée un réajustement au profit des musulmans dans l'attribution des charges de l'État. Mais à cette date — la première année de la guerre — il était déjà trop tard. Il fallait attendre juin 1976 et l'intervention massive de l'armée syrienne pour repartir de la reconstruction de l'État. Aujourd'hui, deux ans plus tard, il est clair que la remise en place formelle des institutions libanaises n'a fait en réalité que geler la situation sans apporter au problème l'ombre d'une solution. L'explosion de juillet 1978 en a fourni une démonstration éclatante.

Tout indique, en effet, que le consensus communautaire a volé en éclats. Dans une interview récente (5), M. Pierre Gemayel, chef des Phalanges, se déclarait favorable à un nouvel accord « fédération, confédération, ou tout autre formule » — qui soit accepté des deux côtés, chrétien et musulman. Un auteur proche du parti phalangiste parle, dans un livre publié en avril 1978 (6), de l'« erreur du Grand Liban » et avance, lui aussi, l'idée d'une « fédération des communautés ». Pour les dirigeants maronites, cette formule présente l'avantage de ne pas se référer explicitement à une partition combattue de toutes parts et de ne plus lier la prédominance politique à la supé-

riorité démographique de l'une ou l'autre des communautés. Mais tous n'y souscrivent pas. On prête aux éléments les plus durs du camp chrétien — tels MM. Chamoun, et Bachir Gemayel, chef des milices phalangiennes — l'intention de chasser les Palestiniens et de soumettre les autres communautés dans le cadre du même État unitaire. Mais, pour eux, il faut d'abord gagner la guerre. En tout cas, les uns et les autres s'accrochent pour ne plus revenir aux jeux de la formule d'avant-guerre de l'État unitaire des chutes. Forte de ses milices et du soutien israélien, la droite, en attendant une situation plus favorable, doit obéir à deux impératifs: empêcher la reconstruction d'un État unitaire qu'elle ne dominerait pas et garder tout, sous sa direction, la population chrétienne maronite.

Par SELIM TURQUIE

Les tentatives de réconciliation nationale n'ont pas été plus heureuses. Les affrontements syro-phalangiens ayant provoqué, le 19 avril 1978, la démission du gouvernement de M. Hoss, quelques jours plus tard, le 27, le Parlement votait à l'unanimité des soixante-quatorze députés présents une motion demandant « l'arrêt de toute activité militaire des chrétiens — ou autre que palestinienne — sur l'ensemble du territoire libanais », en dépit de l'opposition du Mouvement national (8) et de quelques parlementaires influents, mais absents de l'hémicycle. Entre-temps, de laborieuses tractations avaient eu lieu pour la composition d'un gouvernement « d'unité nationale » qui grouperait les députés effectifs du pouvoir dans le pays, à savoir les principaux dirigeants des milices. Le 28, en même temps que M. Hoss était nommé président du conseil, les noms des ministres commençaient à circuler: il s'agissait notamment des fils des principaux dirigeants de la guerre civile, chefs militaires de leurs camps respectifs, la gauche étant représentée par le seul Walid Jumblatt. Cette solution, qui reconstruisait à un niveau tribal le consensus islamo-chrétien, a été torpillée par l'opposition de M. Chamoun. Il ne restait plus au président de la République qu'à reconduire l'ancien gouvernement de M. Hoss. Le dirigeant le plus intrinsèque de la droite chrétienne avait une nouvelle fois réussi à entraîner son camp dans le refus de la reconstruction d'un Liban unitaire où la droite maronite ne serait pas clairement dominante.

Les refus de la droite

Le deuxième impératif, celui de l'unité de la population maronite sous une direction conservatrice, n'était pas moins impérieux. M. Raymond Sidé, leader chrétien modéré

qui était opposé aussi bien à l'hégémonie phalangiste qu'à l'intervention syrienne, avait été contraint à l'extrême après avoir échappé à une série d'attentats. Une défection plus grave encore pour la droite chrétienne a été celle de l'un de ses trois ténors, M. Soleiman Frangé, ancien président de la République, qui s'est détaché du « Front libanais » après les accrochages entre la droite et la FAD. Or M. Frangé, qui a gardé d'excellentes relations avec la Syrie, représente l'importante communauté maronite du nord du pays. De plus, il s'est empressé de se réconcilier, à la satisfaction de Damas, avec M. Rashid Kararé, ancien président du conseil, principal dirigeant de la communauté musulmane sunnite et leader de la capitale du Nord-Liban, Tripoli. Cette alliance était à l'image même de la politique intercommunautaire traditionnelle pratiquée avant la guerre. Elle donnait l'exemple d'un retour au consensus islamo-chrétien impliquant une division politique fondamentale de la communauté maronite. Cette évolution n'est certes pas étrangère au harcèlement exercé par les miliciens de M. Frangé dans le but d'éliminer le parti phalangiste du Nord-Liban. En réplique, le massacre d'Éhden a été organisé, le 13 juin, par les miliciens phalangiens. M. Tony Frangé, fils de l'ancien président et chef de sa milice, ainsi que plusieurs membres de sa famille et de son village, furent assassinés. Désormais, la division du camp maronite était consacrée.

L'enlèvement des Syriens

La Syrie, dans cette affaire, a pu poursuivre sa politique propre. Si elle cessait de longue date le rêve de dominer le Liban dont elle a mal admis l'indépendance, son intervention s'est soldée par un enlèvement. Elle a commencé par envoyer ses troupes pour empêcher la victoire de la gauche et des Palestiniens qui échappaient à son contrôle et risquaient de la mettre en position défensive à l'égard d'Israël. Mais elle n'a réussi ni à placer ses hommes de confiance à la tête de l'O.L.P., ni à séparer les Palestiniens de leurs alliés libanais. La modification de la situation régionale l'a contrainte à composer, à renoncer au ramassage des armes lourdes et finalement à rétablir son allégeance traditionnelle avec M. Arasat. Elle s'est même résolue récemment à inviter à Damas une délégation communiste libanaise représentant le Mouvement national.

Deux ans après la fin de la guerre civile, tous les protagonistes sont donc restés armés jusqu'aux dents, et la volonté syrienne s'est heurtée à la jangle des intérêts libanais contradictoires. Cette paralysie a sans doute incité le président Assad à baisser le ton sur la scène arabe, tandis que le président Sadate pouvait en toute tranquillité poursuivre son jeu de son initiative diplomatique solitaire. Pour éviter l'abaco, il fallait que Damas s'en prenne enfin au camp chrétien dont l'alliance ouverte avec l'État d'Israël avait pris des dimensions alarmantes pour la plupart des régimes arabes. Pour la première fois dans l'histoire du conflit du Proche-Orient, une communauté appartenant à un pays arabe non seulement se rapprochait de l'ennemi sioniste mais était armée, comme lui, du réflexe de la minorité menacée. Même si elles s'affrontaient durement, la Syrie et

l'O.L.P. ne mettaient en cause ni leur appartenance au monde arabe ni leur hostilité à l'État d'Israël. Le spectre de la création par les maronites d'un « nouvel Israël » chrétien a évidemment suscité une réaction syrienne autrement plus profonde.

Excédée par l'incapacité du pouvoir libanais à épurer le commandement de l'armée, voyant ses troupes régulièrement accrochées par les miliciens chrétiens, la Syrie a saisi l'occasion du massacre d'Éhden pour provoquer l'épreuve de force. Le 28 juin, l'assassinat de vingt-six sympathisants des partis de droite dans la région de la Bekaa contrôlée par Damas a été attribué aux services secrets syriens, bien que ceux-ci aient nié leur participation à l'événement. Cet incident servira, en tout cas, de détonateur au conflit. En bombardant Beyrouth-Est, la Syrie avait pour objectif principal de briser la force qui lui tenait tête. Mais son calcul s'est révélé erroné. Le porteur psychologique du pionnage fut considérable. La communauté maronite s'attristait, d'une manière encore inégale depuis le début de la guerre, la sympathie de l'opinion occidentale. Les dirigeants chrétiens raidirent leur attitude, demandant le départ des « troupes d'occupation ». C'est dans ce contexte défavorable à la Syrie qu'Israël a tiré le coup de semonce qui reprécipita le survol de la capitale libanaise par ses avions. L'image d'un État procédant au massacre, sinon au génocide, de la population chrétienne libanaise restait suffisamment forte pour légitimer aux yeux de l'opinion occidentale une intervention israélienne. Telle n'est pas la seule raison de la menace de démission du président Sarkis, dont le départ aurait été une victoire instantanée pour Israël. Le Liban, la Syrie a été contrainte de faire marche arrière.

Un chef d'État privé de moyens

À l'issue de la confrontation, il apparut qu'un autre conflit, plus discret, opposait le président Assad au président Sarkis. Le chef de l'État syrien avait eu l'impression que son attitude plus ferme dans la lutte contre le pouvoir de la droite chrétienne, il voulait aussi hâter la conclusion d'un accord bilatéral — entre le Liban et Israël — qui légitimerait la présence de l'armée de Damas au Liban hors du cadre contraignant imposé par les sommets de Riyad et du Caire qui avaient confié sa mission à la FAD. Enfin, il était question d'intégrer une partie du territoire sud-libanais au dispositif de défense syrien contre Israël et d'abroger les dispositions prises par Beyrouth qui confiaient le contrôle des régions chrétiennes à une armée libanaise évidemment tenue en suspicion par Damas. La réponse de M. Sarkis a été de présenter sa démission.

Cette menace de départ constituait la seule arme — combien dérisoire ! — en la main d'un président dont l'autorité ne s'appuyait sur aucune force autonome. Par ce geste, il a voulu tout à la fois inciter les Syriens à mettre un terme à leurs bombardements contre le sud libanais et à rétablir en garde les dirigeants chrétiens contre la poursuite de leur politique d'obstruction. Mais il était évident que ni les uns ni les autres n'ont pu modifier leurs positions. M. Sarkis, s'il représente la légitimité et l'unité libanaise, n'a pas les moyens matériels de faire respecter sa volonté.

En revenant sur sa décision dans un discours évasif, le président Sarkis n'a satisfait réellement personne.

(1) Le chiffre de cent soixante-dix tués et de cinq cents blessés a été rapporté par l'agence U.P.I. se référant à des sources conservatrices. Cité dans l'« Orient-Le Jour » du 13 juillet 1978.

(2) Les sommets de la Ligue arabe de Riyad (16-18 octobre) et du Caire (25-26 octobre) ont créé la Force arabe de dissuasion et couvert ainsi l'action de la Syrie.

(3) C'est le 1^{er} septembre 1920 que le général Gouraud proclama la constitution de l'État libanais, connu sous le nom de « Grand Liban », par opposition au « Petit Liban » chrétien.

(4) Le dernier recensement au Liban a été organisé en 1933. Depuis, pour éviter de soulever d'épineuses questions politiques, les gouvernements successifs se sont contentés d'estimations qui varient évidemment beaucoup suivant les sources.

(5) Le Monde du 12 juillet 1978.

(6) Liban, le Courage d'exister, par Jean-Pierre Haddad, éditions A. Maloine, 1978, Paris, 144 pages, 40 francs. Ce livre raconte comment le Liban, « terre de liberté », est devenu l'« extrême » où les Arabes viennent vider leurs querelles et « cette lutte fratricide qui caractérise la race arabe depuis qu'il y a des Arabes ». Pour faire comprendre la situation au lecteur français, l'auteur compare les musulmans libanais aux Nord-Africains qui vivent en France, avec qui d'ailleurs « on ne craint pas de coexister (...) tant qu'ils sont encadrés, surveillés et contenus dans une stricte discipline sociale ».

(7) Le Monde du 18 juillet 1978 : « Un état fantôme », par Dominique Fouchin.

(8) Le Mouvement national libanais est le fruit constitué par la gauche libanaise alliée de la résistance palestinienne. Ce groupement, créé pendant la guerre civile, n'a qu'une faible influence parlementaire.

(9) Le Parti populaire syrien a changé de domination et s'appelle désormais le parti national social. Mais il reste connu sous son ancien sigle : P.P.S.

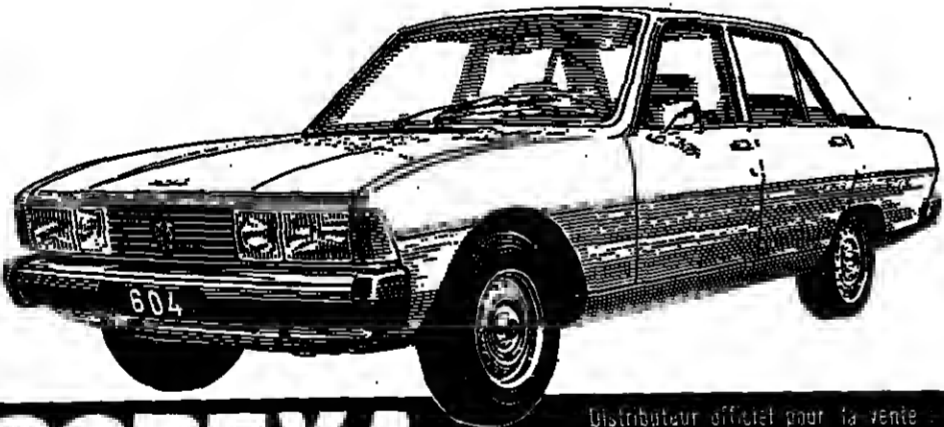
Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Favret, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Impressionnerie du « Monde », 5, r. des Italiens, PARIS-2^e.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 24 57 428

automobiles PEUGEOT



SODEXA

Distributeur officiel pour la vente
• aux Membres du Centre Diplomatique
• aux Organisations Internationales
• aux Clients de l'étranger et France
Exclusivement immatriculations spéciales CD et TT
26, RUE CAMBACÈRES • 75362 PARIS CEDEX 08 • ☎ 742.77.39 • Telex Peujoxa 280.426

LE MONDE
diplomatique
Abonnez-vous

Pour ceux d'entre vous qui souhaitent recevoir régulièrement le Monde diplomatique, il suffit de nous renvoyer le bulletin ci-dessous et une somme correspondant au prix de votre abonnement annuel. Vous recevrez en supplément l'un de nos récents numéros.

NOM
Prénom
Adresse

Choisissez l'un des numéros suivants :

- 291. Le Chili des contradictions.
- 290. Une droite triomphante aux États-Unis, mai 1978.
- 288. L'État de la violence, avril 1978.
- 288. Le droit à l'information à l'épreuve des progrès scientifiques, mars 1978.
- 287. La démocratie battue par les manipulations électorales, février 1978.
- 286. La justice en question, janvier 1978.
- 285. La revue française et les contestataires soviétiques, décembre 1977.
- 284. La Grèce entre le capitalisme et l'inquiétude, novembre 1977.
- 283. Roumanie : un « socialisme » autoritaire, octobre 1977.

Je vous règle la somme de 65 F pour mon abonnement de un an (douze numéros) ou Monde diplomatique, et je reçois en supplément l'un des numéros cochés ci-contre.

OPTION : Je désire, en outre, recevoir les autres numéros que j'ai cochés : je vous les règle sur la base de 6 F l'exemplaire.

Envoyez votre bulletin et votre règlement (chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde, ou Monde diplomatique, service abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09 - Tél. : 246-72-23) - MD 678.

« FORCES DU MARCHÉ » ET COURS DES MATIÈRES PREMIÈRES

Comment une poignée de firmes multinationales dominent le marché mondial du coton

Bien que le commerce international du coton ne représente que 0,4 % des échanges mondiaux, le jeu des forces qui s'y affrontent révèle un mode très particulier d'intervention et de pouvoir des sociétés multinationales.

Ce degré élevé de concentration se retrouve d'ailleurs à propos de toutes les matières premières : 85 à 90 % du tabac en feuilles faisant l'objet d'échanges internationaux passent par six acheteurs multinationaux ; 70 à 75 % du marché international de la bauxite sont sous la coupe de trois sociétés ; quant au cacao, les trois quarts des échanges se font par l'intermédiaire de cinq entreprises, pour ne citer que trois exemples.

Par FREDERIC CLAIRMONTE et JOHN CAVANAGH *

société, a eu lieu en mai et juillet 1972. Elle provoque l'intervention de la Commission de contrôle des opérations de terme de la Bourse du commerce de New-York (C.F.T.C.), qui condamne la société responsable. Celle-ci avait posé les jalons de son opération d'« étrangement » dès le fin de 1971. A partir de décembre 1971, elle avait acheté et accepté en livraison des volumes considérables de contrats longs. Sur un total de 35 420 balles de coton certifiées, elle devait en recevoir 35 820 ; sur les 59 983 balles livrables en mai 1972, elle devait en recevoir 59 078.

Parallèlement, cet opérateur avait acheté un grand nombre de contrats longs à terme pour les deux dates en question. Selon le rapport de la commission d'enquête qui ne fut pas contesté, l'opérateur utilisait sa position dominante sur les deux marchés, au comptant et à terme, pour « provoquer un niveau anormalement et artificiellement élevé des prix des contrats à terme de coton de mai 1972 et de juillet 1972, ainsi que des prix au comptant, pendant la période allant du 15 mars 1972 au 7 juillet 1972 ».

Plus récemment, le pratique de l'« étrangement » a pris la forme d'actions concertées, les sociétés commerciales choisissant une certaine date de livraison future, de préférence proche de la période de l'année où les stocks sont habituellement presque épuisés. Les politiques d'achat de ces groupes sont coordonnées de manière que ceux-ci disposent d'un grand nombre de contrats longs au moment où le délai de livraison approche. A cette date, les détenteurs de contrats courts sont obligés, pour liquider leur position, d'accepter le prix fixé par les grandes sociétés.

La manipulation du marché n'est pas limitée au seul marché à terme du coton. De nombreuses auditions du Congrès américain au cours de l'année 1973 ont révélé plusieurs exemples de spéculation organisée et de manipulation des cours en ce qui concerne les marchés à terme du soja et des céréales. Découvrant la hausse du prix à terme du soja, qui passa de 3,31 dollars à 12,93 dollars en un mois, un ex-vice-président de la Bourse du commerce de Chicago a déclaré : « A mon avis, les 5 ou 6 dollars de hausse du cours du soja en juillet dernier s'expliquent entièrement par des pratiques de manipulation du marché. » Et d'ajouter : « Etranger » les vendeurs à découvert ont malheureusement une tâche ardue : il suffit de beaucoup d'argent et de courtiers qui veulent bien fermer les yeux » (2).

Il faut ajouter que le reste des contrats traités à la Bourse du coton sont détenus par des spéculateurs qui, bien que réels, pas impliqués dans le fournisseur réel de marchandises, interviennent sur les marchés à terme pour essayer de bénéficier des fluctuations de cours. La commission de contrôle du marché à terme a mis au jour, récemment, tout un réseau de pratiques spéculatives illégales. Appelés familièrement « dé-fausses fiscales », ces pratiques permettent aux opérateurs du marché de reporter le paiement de leurs impôts en faisant leur revenu commercial sur plusieurs années. Selon un des responsables de la C.F.T.C., plus de 500 millions de dollars d'impôts ont été ainsi soustraits au fisc au cours des années récentes. Un des résultats de l'existence de cette possi-

bilité d'évasion fiscale a été que les contribuables américains sujets à de lourds impôts ont été poussés par leurs conseillers fiscaux et leurs experts-comptables à investir en masse dans les marchés à terme des marchandises.

Les grandes sociétés commerciales ont mis au point une multiplicité de techniques comptables afin de dissimuler celles de leurs activités qui sont proprement spéculatives, et donc distinctes de la simple couverture à terme. Une de ces techniques est basée sur la loi qui permet à un opérateur pratiquant la couverture à terme de détenir autant de contrats qu'il le désire, à condition qu'il s'engage effectivement de contrats de couverture à terme (c'est-à-dire quand l'opérateur est engagé au comptant un volume de transactions au moins égal à celui qu'il a engagé à terme).

L'exemple ci-dessous montrera que le frontière est difficile à tracer entre ce qui est spéculation et ce qui est couverture à terme dans les activités des grandes sociétés commerciales multinationales sur les marchés à terme. Supposons une société commerciale qui détienne 30 millions de livres de coton en stock — soit l'équivalent de six cents contrats à terme. Cette société peut choisir de ne pas se couvrir à terme. Elle est donc libre de revenir sur sa décision et d'intervenir à tout moment sur le marché à terme pour un montant de six cents contrats, et ceci pour des raisons purement spéculatives. Mais elle est aussi libre de s'en retirer aussi vite et les prix tournent à son avantage. L'apparition et le disparition d'ordres pour un tel montant peuvent jouer un rôle majeur dans la déstabilisation des prix.

Les organismes nationaux de commercialisation en état d'infériorité

ES acheteurs de coton sont confrontés à trois catégories de vendeurs : les offices d'exportation de coton, les entreprises de commerce extérieur des pays socialistes et les départements ministériels nationaux de l'agriculture ou du commerce. En raison de leurs liaisons en amont et en aval (Raffl et Volkart dans l'égrenage, Bunge dans les plantations, le filature et le tissage, et la présence massive de presque tous les grands groupes au niveau du stockage), les grands comptoirs disposent — tout à fait légalement — d'un pouvoir de négociation supérieur à celui des organismes nationaux de commercialisation avec lesquels ils traitent.

La plupart des échanges de coton

pour le contrat final sont calculés à partir de ces cours en tenant compte du volume de la transaction, de la qualité de l'échantillon, de la longueur des fibres et des pouvoirs de négociation respectifs des acheteurs et des vendeurs. La puissance des comptoirs cotonniers multinationaux s'étend également à l'U.R.S.S., premier exportateur mondial de coton. Environ 90 % des exportations soviétiques de presque tous les grands groupes se font par l'intermédiaire de sociétés d'exportation soviétiques (le moitié des exportations soviétiques de coton) passent par l'intermédiaire de grands comptoirs, principalement Volkart, Raffl, Bunge, Bambax et Blanchard. Bien que Exportjon, l'office de commercialisation du coton soviétique, suive les

TABEAU II. — PRINCIPAUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ COMMERCIALE JAPONAISE C. ITOH (à la date du 31 mars 1977)

Table with 3 columns: Société, Nombre d'actions détenues, % du total. Includes Sumitomo Bank Ltd., Dai-ichi Kangyo Bank Ltd., Bank of Tokyo Ltd., etc.

Source : C. Itoh & Co. Ltd., Annual Report 1977, p. 21.

prennent la forme de contrats qui spécifient à l'avance le prix et le mois au cours duquel doit avoir lieu le livraison. Les contrats à court terme (de trois à douze mois) sont les plus fréquents ; une faible partie des échanges se réalise néanmoins soit au comptant soit par contrats à long terme (de un à deux ans). La part relative des échanges au comptant et à terme dans le total varie en fonction des prix, des anticipations de prix et de l'évolution de l'offre et de la demande. En ce qui concerne les contrats à terme, la Bourse de coton de New-York joue un rôle central.

Les vendeurs, qu'il s'agisse de producteurs de plantations, d'offices de commercialisation ou de sociétés nationales, négocient avec les représentants des comptoirs multinationaux sur le base d'un seul indicateur international valable pour déterminer ce que seront esme mois les prix du coton trois, six ou neuf mois plus tard : les cours de la Bourse du coton de New-York. Les prix arrêtés

cours du marché à terme de New-York et l'indice de Liverpool, ses ajustements de prix ne se font souvent qu'avec un retard de trois ou quatre jours. Les grandes sociétés commerciales peuvent exploiter ce retard et les différentiels de prix qui en résultent grâce à la rapidité de leurs techniques d'arbitrage.

Tout cela montre que le prétendu rôle local des « forces du marché », c'est-à-dire de l'offre et de la demande, a été réduit à peu de chose par le mécanisme même d'un marché à terme où un petit nombre de grandes sociétés commerciales multinationales se font les seuls acteurs du marché mondial du coton. Ceci est d'autant plus grave, que les cours fondamentalement instables de la Bourse de New-York sont immédiatement diffusés à l'échelle du monde entier et servent de critères à la détermination des prix à l'intérieur même des pays producteurs.

Il en résulte que les pays à économie planifiée et les pays en voie de développement, qui produisent les quatre cinquièmes du coton récolté dans le monde, n'ont qu'un rôle marginal dans la formation du prix de ce produit au niveau international. Ils sont, au contraire, obligés de subir de fortes variations de prix, avec les conséquences négatives que cela entraîne, en particulier pour ceux d'entre eux qui dépendent du coton pour leurs ressources en devises et le financement de leur développement.

(1) Cf. Register de la Commodity Futures Trading Commission, n° 75-11, Washington, D.C., 15 juillet 1977. (2) Chambre des représentants, 92^e Congrès, première session, Foreign Business Problems Involved in the Marketing of Grain and other Commodities, 1973, pages 45-48.

● MATIÈRES PREMIÈRES ET ÉCHANGES INTERNATIONAUX. — Le Conservatoire national des arts et métiers annonce la création d'un séminaire consacré à l'économie mondiale des matières premières (agricoles et minières) qui réunira universitaires et spécialistes ayant un niveau de connaissance élevé, chaque samedi de 9 heures à 15 heures à partir de la rentrée prochaine. Pour 1978-1979, le programme prévoit trois parties : 1) les marchés internationaux des matières premières et leurs règles de fonctionnement ; 2) les marchés internationaux des matières premières et la politique des opérateurs ; 3) les stratégies mises en œuvre.

(POUR TOUTES RENSEIGNEMENTS : Secrétariat du professeur Mouron, 222, rue Saint-Martin, 75141 Paris Cedex 02. Tél. : 271-24-14, poste 426).

PREMIÈRE vue, les comptoirs géants qui dominent l'économie du coton (cf. tableau I) se rangent en trois catégories distinctes : deux sociétés européennes, cinq conglomérats japonais et huit entreprises américaines publiques et privées. En fait, derrière les différences de forme et d'organisation de ces entreprises, les similitudes sont frappantes.

Tout d'abord, la plupart de ces sociétés commerciales occupent également des positions très fortes ou dominantes à l'égard d'autres marchandises que le coton : c'est le cas de Volkart dans le café, de Cargill/Hohenberg et Bunge dans les céréales et le soja, de Raffl dans les bois tropicaux, les céréales, le café, le thé, le caoutchouc, les métaux et les fibres textiles.

Dans le domaine de l'information économique et commerciale, toutes ces sociétés possèdent des réseaux très efficaces qui leur permettent une rapidité et une souplesse d'opération que les organismes de commercialisation des pays producteurs sont loin d'atteindre. En outre, les échanges réciproques d'information dans des buts précis sont pratiqués couramment entre ces sociétés.

Enfin tous ces comptoirs géants ont, avec le temps, tissé d'étroites relations avec les banques multinationales ; l'un d'entre eux, par exemple, dispose d'une facilité permanente de découvert de 100 millions de dollars dans une des principales banques commerciales du monde. Aux États-Unis, les banques financent jusqu'à 85 % des échanges de coton réalisés par certains comptoirs américains. Au Japon, la plupart des sociétés

commerciales font partie d'un conglomérat où se trouvent également une ou plusieurs banques. C'est ainsi que C. Itoh, dont le chiffre d'affaires commercial consolidé a atteint 28,5 milliards de dollars en 1976, est en elle-même une composante du capital financier japonais, comme le montre le lista de ses principaux actionnaires (cf. tableau II).

Les comptoirs géants effirment opérer avec des marges bénéficiaires de 1 à 2 %. Cette affirmation est de nature à induire en erreur les observateurs, car il est actuellement impossible de démêler l'inextricable réseau d'interrelations financières des différents conglomérats, dans le commerce des matières premières, comme ailleurs. Leurs structures, caractérisées par les recoupements de conseils d'administration, l'intégration horizontale et verticale et d'autres variations sur ces thèmes se prêtent parfaitement à des manipulations financières susceptibles de dissimuler leur taux de profit réel.

Bien que la concurrence atomistique entre comptoirs ait été remplacée par une concurrence oligopolistique, cette dernière n'est nullement contradictoire avec l'existence d'ententes. Des recherches approfondies seraient nécessaires sur ce point. On notera par exemple que, dans les pays qui vendent une partie de leur récolte de coton aux enchères, les grands comptoirs multinationaux ont présenté des offres conjointes. En outre, un certain partage des zones d'influence est révisé dans le fait que, sur chaque marché national (à l'exception des États-Unis), le nombre des grands comptoirs présents ne dépasse jamais trois ou cinq.

Manipulation à terme

ES opérations des comptoirs multinationaux ne peuvent être comprises sans référence à leur impact sur la formation des prix, à travers la domination qu'ils exercent sur le marché à terme de New-York et leur présence dans tous les circuits de commercialisation. La Bourse du coton de New-York, créée le 10 septembre 1870, est aujourd'hui un des déterminants principaux de la fixation du prix mondial du coton. Elle est le lieu de rencontre où acheteurs et vendeurs au comptant et à terme ajustent leurs offres et leurs demandes par des contrats couvrant des livraisons à des délais fixés pendant les mois qui suivent.

La grande majorité (jusqu'à 80 %) des transactions qui ont lieu à la Bourse du coton sont des opérations de couverture à terme (hedging), qui permettent aux opérateurs de contrebalancer leurs achats ou leurs ventes au comptant par des achats ou des ventes à terme. Il s'agit

soit de « contrats longs » — par lesquels l'opérateur s'engage à acheter du coton à une date future donnée, et moins qu'il n'enlève ce contrat par une vente compensatrice à terme du même montant, — soit de « contrats courts » — par lesquels l'opérateur s'engage à vendre du coton à une date future donnée, et moins qu'il ne compense cette vente par un achat d'un nombre équivalent de « contrats longs ». Aussi, malgré le volume considérable des transactions (25 milliards de dollars pour le coton en 1975-1976), 98 à 99 % de ces contrats se compensent réciproquement à la date d'échéance, et très peu de coton change effectivement de mains par l'intermédiaire de la Bourse.

Les producteurs de coton, les filateurs, les fabricants de textiles et les grandes sociétés commerciales multiproduites sont les principaux opérateurs sur ce marché, et ces derniers interviennent massivement aussi bien pour les contrats longs que pour les contrats courts.

134 contrats disponibles et, d'autre part, l'essentiel du stock de coton livrable. Une autre opération de ce genre, menée avec succès par une grande

Des pratiques devenues classiques

Le marché à terme du coton fait toutelois l'objet de pratiques spéculatives de manière endémique. Les pratiques de l'« étrangement » des vendeurs à découvert (squawzes) et de l'« escapement (corners) » ont transformé le marché à terme en un mécanisme par lequel les grandes sociétés commerciales, individuellement ou de manière concertée, obtiennent des gains substantiels et déstabilisent les prix. La pratique de l'« étrangement » consiste, pour une ou plusieurs sociétés commerciales, à s'assurer une partie importante à la fois des contrats concernés un futur relativement proche (certainement un futur relativement proche et des fournitures de coton livrables à ce moment, et à utiliser ces deux points forts pour modifier les prix à terme.

La vulnérabilité des petits opérateurs sur ce marché tient à deux facteurs : en premier lieu, les grands opérateurs possèdent la majeure partie du stock de coton que les petits opérateurs pourraient acheter pour satisfaire à leurs obligations de vente, à terme éché ; en second lieu, les petits intervenants manquent de renseignements sur les autres sources potentielles de coton livrable à ce moment précis. Il en résulte que, au moment où ils cherchent à compenser leurs contrats courts, peu de temps avant la date d'échéance ou à cette date, les petits opérateurs sont dans l'obligation d'acheter des contrats longs au prix fort fixé par les grandes sociétés.

L'exemple classique de la pratique de l'« étrangement » remonte à la fin des années 50, lorsqu'une des grandes sociétés parvint à faire monter les prix à terme en s'assurant, d'une part, plus de 120 contrats longs sur un total de

TABEAU I. — PRINCIPALES SOCIÉTÉS ENGAGÉES DANS LE COMMERCE MONDIAL DU COTON

Table with 4 columns: RANG (1), Sociétés (2), Pays d'origine, Observations. Lists companies like Raiff Brothers, Volkart Brothers, etc.

(1) Le volume des transactions des différentes sociétés varie énormément d'une année sur l'autre. La classification donnée ici n'a qu'une valeur indicative. (2) Cook Industries a été exclue de cette liste en raison de ses difficultés financières au moment où cet article a été rédigé. (3) Les chiffres se rapportent au coton sont très approximativement donnés en termes de balles. Les « running balles » américaines pèsent 497 kilos ; les balles anglaises, auxquelles sont généralement rattachés les autres évaluations, pèsent 517 kilos. — (R.D.P.) Source : rapports des sociétés.

* Chercheurs, spécialistes des problèmes de commercialisation à la C.I.T.O.C. Les auteurs s'expriment ici à titre personnel.

Commerce international et droits de l'homme

L'ARGENTINE EST ICI

DEPUIS deux mois, le Mondial, d'est fini l'Argentine, qui pendant des semaines était plus proche de nous que le quartier voisin, au-delà de l'océan.

qu, de fin mars à fin juillet, envahissent les marchés français. Elles sont là, surmontées de l'ardoise qui a côté du prix et de la catégorie, porte le nom du pays d'origine : Argentine.

Par CARMEN CASTILLO et EVELYNE LE GARREC
portation. En quelques mois, 800 000 tonnes de viande, dont une grande partie en provenance d'Argentine, s'étaient déversées sur le marché européen.

International qui se chargerait directement de la vente dans ces pays, et le manque de transports maritimes. Une solution au problème des transports est en vue avec la création d'une ligne Cunard qui assurera un transport régulier vers le Proche-Orient avec un cargo frigorifique de 3 000 tonnes.

guité de la terre limite les investissements, mais sont placés à Buenos-Aires dans l'immobilier. La culture des pommes et des poires demande beaucoup de soins et une main-d'œuvre qualifiée, peu nombreuse, sauf au moment des récoltes, en mars, où sont engagés des ouvriers agricoles saisonniers.

La viande, un marché tributaire de l'étranger

C'EST en 1855 qu'un taureau et sept vaches sont introduits sur le territoire argentin par des aventuriers espagnols attirés par l'appât, qui devait se révéler illusoire, des mines d'argent.

Peu à peu, au cours d'une campagne qui dure de 1830 à 1870, la Pampa est conquise sur les Indiens par des expéditions militaires dont les chefs, acrobates des « estancieros », grands propriétaires terriens, s'approprient des territoires immenses qui délimitent à l'aide de clôtures des milliers de kilomètres.

A défaut de mines d'argent, les cercleadores se concentrent à la tête d'une mine virtuelle qui exploite toute seule. Il s'agit de quatre ou cinq hommes, les « pueteros », pour surveiller le troupeau de tout un domaine qu'ils parcourent à cheval.

Jusqu'à la création des ligues, les petits et moyens cultivateurs étaient impuissants devant le pouvoir des grands propriétaires et des monopoles qui assurent la commercialisation des produits agricoles, isolés et divisés, ils représentaient 84,5 % des exploitants, mais ne disposaient que de 25,43 % des terres.

L'objectif des ligues était essentiellement revendicatif : salaires plus justes, conditions de travail supportables, augmentation des prix, paiements rapides. Mais l'important est que l'organisation de chaque ligue impliquait d'abord le regroupement puis la formation syndicale et coopérative de ses membres : prise de conscience de leurs droits et de la nécessité de lutter pour les conquérir.

Mais l'exploitation de cette mine vivante ne devient possible qu'en 1890 avec la découverte par Charles Yellier, un Français, des techniques de congélation.

Restent les abats, qui ne sont pas congelés. Si vous achetez du foie de veau ou de génisse, il y a de grandes chances pour qu'il soit argentin. En 1977, la France a importé 13 664 tonnes de foie congelé d'Argentine.

l'Argentine réorganise actuellement sa production bovine en fonction des importations. D'une part, en augmentant la culture des céréales au détriment des pâturages et en diminuant son cheptel (depuis 1975, il y a eu une décapitalisation de deux millions de têtes par an).

Si le marché de la viande connaît des difficultés, celui des fruits est en pleine expansion. La production de fruits frais a progressé de 421 000 tonnes en 1960 à 820 000 tonnes en 1977, et celle des poires de 112 000 à 180 000 tonnes (2). Mais c'est une expansion fortement limitée par la dimension du territoire de production, une bande de 120 kilomètres de long sur 3 à 8 kilomètres de large, dans les provinces du Rio Negro et de Neuquen, aux confins de la Patagonie.

Les propriétaires des vergers sont des agriculteurs moyens qui ont conservé la vieille ferme du grand-père italien mais qui, la plupart du temps, vivent à la ville voisine. Ici, on ne connaît pas l'isolement de la Pampa. Comme la culture, la population est très concentrée : villes et villages sont nombreux. Le propriétaire, qui ne possède pas la fortune des grands estancieros, mène néanmoins une vie aisée, plus urbaine que rurale, et ses fils poursuivent des études universitaires en vue d'une profession libérale. Les profits des récoltes ne restent pas dans la région où l'exi-

(1) Durant les années 60 et au début des années 70, les intérêts anglais et américains se sont retirés de l'industrie argentine de la viande, et la Junta Nacional de Carnes a été obligée d'intervenir pour cinq ans. Sous l'ère peroniste, il avait été question de les nationaliser, et de les transformer en une grande entreprise argentine. Le dernier en date, et le plus gros, est Smit de la Plata, qui a été racheté pour 30 millions de dollars par le gouvernement. Le dernier en date, et le plus gros, est Smit de la Plata, qui a été racheté pour 30 millions de dollars par le gouvernement.

Une politique libérale orthodoxe

Le ministre de l'économie, M. Martínez de Hoz, a prôné, depuis mars 1976, une politique économique libérale : tous les contrôles de prix ont été supprimés, les sociétés de secteur public ou mixte ont été privatisées, les opérations de change libérées.

Le commerce avec la France
Au cours des trois dernières années, les exportations de la France vers l'Argentine ont beaucoup progressé que les importations françaises en provenance de l'Argentine (en millions de francs) :

Table with 3 columns: Year (1975, 1976, 1977) and two rows: Exports (696, 623, 866) and Imports (459, 809, 1.947)

Les exportations de viandes

Table with 5 columns: Year (1974, 1975, 1976, 1977) and rows for Bovins, Porcs congelés, Chevaux, Abats divers congelés, Extraits de viande, and TOTAUX.

Ligues et mouvements agraires

LES ligues et mouvements agraires argentins sont des organisations syndicales qui regroupent les petits et moyens producteurs agricoles. Ils ont été créés en septembre 1970 dans la province du Chaco, au nord-est du pays, par des membres du Mouvement rural d'action catholique, puis se sont étendus vers l'est et le centre : provinces de Formosa, de Misiones et de Santa-Fé en 1971, puis Corrientes et Entre-Ríos en 1972, Córdoba et Buenos-Aires en 1973, Santiago-del-Estero en 1974. Les ligues rassemblent alors environ 40 % des agriculteurs.

Le commerce avec la France
La France exporte, notamment, des biens d'équipement de transformation, des produits sidérurgiques et chimiques intermédiaires, ainsi que des pièces détachées (Peugeot, Renault, Citroën), des parfums, des huiles, sans parler, bien entendu, des équipements militaires. Elle importe d'Argentine des viandes, de la laine, des cuirs et peaux, des céréales et des fruits, des poissons et crustacés, des résidus et déchets alimentaires ainsi que des aliments pour bétail.

Les fruits de la colère

Si le marché de la viande connaît des difficultés, celui des fruits est en pleine expansion. La production de fruits frais a progressé de 421 000 tonnes en 1960 à 820 000 tonnes en 1977, et celle des poires de 112 000 à 180 000 tonnes (2). Mais c'est une expansion fortement limitée par la dimension du territoire de production, une bande de 120 kilomètres de long sur 3 à 8 kilomètres de large, dans les provinces du Rio Negro et de Neuquen, aux confins de la Patagonie.

Le commerce avec la France

Le commerce avec la France
Au cours des trois dernières années, les exportations de la France vers l'Argentine ont beaucoup progressé que les importations françaises en provenance de l'Argentine (en millions de francs) :

Table with 3 columns: Year (1975, 1976, 1977) and two rows: Exports (696, 623, 866) and Imports (459, 809, 1.947)

Les exportations de viandes

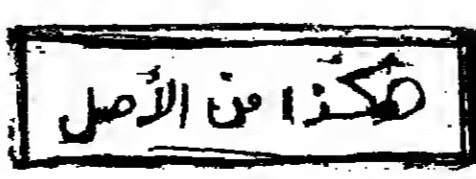
Table with 5 columns: Year (1974, 1975, 1976, 1977) and rows for Bovins, Porcs congelés, Chevaux, Abats divers congelés, Extraits de viande, and TOTAUX.

COMMENT

P

LA MAU

Des c



Questions sur le socialisme à l'Est

L'ÉCONOMIE POLITIQUE DES RÉGIMES DE TYPE SOVIÉTIQUE

Par PIERRE-NOËL GIRAUD

LA vague de dénonciation du goulag a déferlé. Une fois opérés les décrets rupteurs que cette pseudo-découverte a provoqués dans l'itinéraire individuel de nombreux ex-révolutionnaires, alors même que se clarifiait progressivement le fonctionnement politique interne de ces analyses, une exigence demeure : celle d'une analyse critique globale et approfondie des formations sociales se réclamant du socialisme, tant du point de vue du processus historique de leur développement que de leur nature interne actuelle. Il en va de la clarification des débats sur les projets d'État offrant une situation de renouveau au capitalisme libéral. Il en va aussi de la compréhension des affrontements géopolitiques contemporains de l'origine et des enjeux de la lutte des deux superpuissances, les États-Unis et l'U.R.S.S. Si le domaine de l'histoire a été jusqu'ici plus largement défriché, c'est sans doute en raison d'une certaine délimitation des questions (Staline, le socialisme soviétique) avec les affrontements politiques entre les divers courants se réclamant du marxisme. Mais dans le domaine de l'économie politique des formations « socialistes » actuelles, par contre, bien peu de travaux autres qu'essentiellement descriptifs, et encore moins qui aient été extraits du rayon des publications bibliographiques universitaires pour être étudiés, du moins en France.

prendre de fait position dans ces débats ou en éviter l'adéquation à la réalité, et ceux qui cherchent la voie d'une analyse des économies concernées en se référant à des concepts utilisés dans l'analyse des économies capitalistes (approche impérialiste, analyse marxiste), ce qui confère de prime abord à leur critique un caractère plus global. Seront et Despres analysent de façon détaillée les tentatives de l'école optimiste de définir une fonction d'utilité sociale censée permettre l'optimisation du plan. Il résulte de l'examen des différentes solutions proposées que la fonction traduisant nécessairement les objectifs politiques propres du planificateur, ne serait-ce que par le choix du taux d'actualisation social qui manifeste le degré de préférence pour le présent. On retiendra aussi l'impression que ces débats ont autant à voir avec la réalité soviétique que la théorie de l'optimum de Pareto avec celle du capitalisme occidental. Robert Tartarin montre que la croissance plus rapide du secteur des biens de production ne peut en aucune façon être considérée comme une « loi » du socialisme. Il fonde sa démonstration sur l'analyse rigoureuse des schémas de reproduction élargis issus du livre II du Capital. Cette stratégie de développement économique, qui fut adoptée après les premiers plans quinquennaux, est donc un choix politique qui implique un transfert de valeur de l'agriculture vers l'industrie lourde. Il est cependant regrettable que l'auteur, dans sa conclusion, reproduise sous une autre forme de critique la thèse aujourd'hui dominante qui affirme que la collectivisation des campagnes soviétiques s'est effectuée « de haut » comme une nécessité imposée aux paysans par la violence étatique à partir du choix a priori d'une industrialisation rapide. Un minimum d'analyse historique objective montre en effet qu'à l'issue de la NEP se sont développées de très vives contradictions au sein des paysans eux-mêmes, contradictions qui exigèrent la transformation des rapports de production à la campagne soit dans le sens d'un considérable renforcement de la production privée, soit dans le sens de la collectivisation. La manière dont s'est déroulé le processus de collectivisation est un autre problème, mais on ne peut le résoudre correctement qu'en partant de la situation interne aux campagnes et non à partir de l'hypothèse a priori de la collectivisation forcée.

et du rôle du marché dont l'extension conduirait à l'abandon de la propriété étatique des moyens de production. Cette analyse, qui met l'accent sur la diversité des pratiques économiques, renvoie donc à ce qui leur confère homogénéité : le maintien de l'ordre social existant. On reste alors un peu insatisfait quand celui-ci n'est caractérisé qu'en termes vagues de « pouvoir bureaucratique ».

diversité des pratiques économiques, renvoie donc à ce qui leur confère homogénéité : le maintien de l'ordre social existant. On reste alors un peu insatisfait quand celui-ci n'est caractérisé qu'en termes vagues de « pouvoir bureaucratique ».

pour l'instant de conception d'ensemble sur la société soviétique. C'est donc surtout un texte d'analyse méthodologique. Pour tenter la pertinence de la thèse du capitalisme d'État, il examine comment s'y trouvent analysés et articulés les différents rapports sociaux en insistant sur une ligne de décomposition des rapports classiques (souligné par nous) entre rapport de production et rapport d'appropriation, rapports d'appropriation et de répartition, rapports marchands, rapports politiques et idéologiques. Il conclut de l'examen de ces différents rapports en U.R.S.S. qu'ils ne peuvent pas être tous qualifiés de capitalistes, et en particulier que l'existence du socialisme ne peut être prouvée de façon convaincante. Comme André critique, à juste titre, ce qu'il appelle le biais méthodologique du critère unique (qui consiste par exemple à poser : propriété d'État des moyens de production = socialisme, ou au contraire : existence de rapports marchands = capitalisme), il résulte que, pour lui, les auteurs ne peuvent pas véritablement parler de capitalisme d'État, mais tout au plus de monopoles d'État, ce qui est assez décevant parce qu'im médiat. Ceci le conduit à proposer de cesser de raisonner en termes de capitalisme ou socialisme, et à considérer que l'U.R.S.S. est une formation sociale de type nouveau ou « réajustement des rapports sociaux de nature différente, sans dominante véritable ». Il est légitime de se demander si André ne tombe pas lui aussi dans l'erreur qu'il dénonce du critère unique, mais à un autre niveau, en proposant ce qu'on pourrait appeler une analyse multicritère. Ce qui pourrait bien être en cause ici, c'est la faiblesse « ligne de décomposition des rapports classiques » évoquée ci-dessus, qui, sans d'un certain type d'analyse marxiste du capitalisme occidental, échouerait à produire une caractérisation d'ensemble de l'U.R.S.S.

Socialisme avancé ? Capitalisme d'État ?

DJURJEVAC examine les rapports entre l'objectif socialiste d'appropriation sociale des moyens de production et les formes historiquement définies de la propriété dans ce pays se réclamant du socialisme. Pour lui, la propriété d'État qui prédomine en U.R.S.S. ne saurait être qu'une première forme, une forme transitoire de la propriété sociale et l'impératif de la propriété sociale est le processus de « l'État socialiste », d'une tendance à se séparer et à s'élever au-dessus de la société, à en devenir le maître et à imposer en priorité ses intérêts particuliers. Cette forme est susceptible de dégénérer rapidement et de se vider de son contenu d'appropriation sociale. Au contraire, la forme de propriété qui existe dans l'organisation hongroise lui paraît bien plus évoluée, car « l'auto-gestion, en permettant au collectif ouvrier d'influencer directement, et d'une manière beaucoup plus large, la répartition des tâches et le processus d'une façon autonome à la répartition des fruits du travail, dans les cadres généraux fixés par le plan, modifie le caractère de la propriété et la même sera une disposition de la propriété ». On pourra, en ce qui concerne la Yougoslavie, en doute. D'autant que, lorsqu'on se limite à l'étude de cet aspect particulier des rapports de production que sont les rapports de propriété, il est au minimum nécessaire d'analyser l'articulation entre les diverses formes de propriété, car aucune formation sociale, même socialiste, n'a connu de forme unique. Cependant le mérite de cette approche est cette affirmation essentielle, livrée en conclusion, que le contenu réel d'une forme donnée de propriété doit être référée à l'ensemble des rapports de production (répartition, organisation du travail) et plus fondamentalement à l'État sans dans son processus de déperissement ou au contraire de renforcement.

De nature différente, le texte de W. André affronte directement la question « Qu'est-ce que l'U.R.S.S. ? ». Ce n'est cependant, souligne-t-il, qu'un « propos d'étape » dont l'ambition se borne à discuter la thèse, d'inspiration marxiste, qui caractérise l'U.R.S.S. comme « capitalisme d'État » (avec, comme références principales, la thèse de Duchêne déjà citée), sans proposer

Un champ ouvert à la philosophie

SUR ces questions, il existe un texte du plus grand intérêt parce que partant précisément d'une expérience de méditation : les commentaires de Mao Tse-tung sur le Manifeste d'économie publié sous la direction de Staline en U.R.S.S. et sur l'expérience chinoise du Grand Bond en avant, commentaires rassemblés sous le titre Mao Tse-tung et le socialisme (Le Seuil). On y trouve, en effet, une analyse dialectique (ce qui n'étonnera pas les rapports de production, dans leur articulation avec les autres productions, d'une part, et la sempiternelle, d'autre part, où ce qui compte n'est pas tant leur état à un moment donné, et en particulier leur caractérisation de « capitalistes » ou « socialistes », mais le processus de transformation dans lequel ils sont engagés. On y trouve aussi cette thèse que la nature et le sens de la transformation des rapports sociaux se contentent d'une dernière analyse, au niveau du devenir de l'État. En bref, de l'État, ce serait le seul véritable critère d'ensemble pour trancher la question : capitalisme ou socialisme ? Cette thèse (qui est évoquée en particulier par Djurdjevac) est sans aucun doute une

intéressante voie d'approfondissement. On retiendra aussi de cette rapide évocation que se limiter à l'U.R.S.S. et au pays du COMECON est une position de faiblesse dans l'analyse, et qu'il se révèle beaucoup plus fructueux d'étudier le couple U.R.S.S./Chine. A les considérer, en conclusion, dans leur ensemble, les textes de ce recueil, au-delà de l'intérêt certain qu'ils présentent, confirment tout ce que nous savons des pays « socialistes » à encore du mal à se dégager des schémas issus de l'analyse du capitalisme occidental, qu'il s'agisse des théories de l'optimum, des schémas de reproduction élargie, de l'approche systémique, des analyses marxistes « canoniques ». Or tout objet historique nouveau met en cause les théories qui prétendent à sa connaissance et, dans ce cas, tout particulièrement le marxisme. Toujours dans le texte cité ci-dessus, Mao l'affirmait d'ailleurs à sa manière, apparemment paradoxale. Pour faire un bon manuel d'économie politique, il faudrait d'abord faire un peu de philosophie.

(1) Économie politique de la planification en système socialiste, éditions Economica, Paris, 1978, 328 pages, 64 F.

Le plan et le marché

QUATRE articles analysent divers aspects de la « politique économique » dans son interaction avec le plan. Leurs auteurs semblent tomber d'accord sur le fait que le problème fondamental pour les économies étudiées est le passage d'une croissance extensive (par mobilisation des ressources humaines et croissance différentielle des secteurs) à une croissance intensive (par élévation dans tous les secteurs de la productivité du travail). Cette nécessité étant à l'origine des diverses réformes économiques tentées depuis quinze ans dans l'ensemble des pays du COMECON. Ces réformes ont toutes en commun de chercher à compléter la planification centralisée par une décentralisation fondée, en dernière analyse, sur un système de prix (au sens large, y compris salaires, taux d'intérêt et même taux de change de la monnaie) susceptible d'encourager l'augmentation de la productivité. L'analyse porte sur plusieurs aspects de la politique économique : système de prise à deux canaux en Hongrie (Asselin - Bouceur), politique monétaire (Mészáros), politiques des salaires en Pologne (Rogalski), la mesure sur l'extérieur de la Pologne (Szymkiewicz). Les auteurs relèvent tous les difficultés auxquelles se heurtent les réformes, les hésitations qui les caractérisent et, en fin de compte, leur incapacité à résoudre les problèmes posés, alors même que les modèles théoriques qui les inspirent sont pour certains d'entre eux parfaitement « rationnels ». Est-ce un insuffisante assimilation par les dirigeants de cette rationalité qui conduit à des demi-mesures inefficaces ? Ou plus fondamentalement n'est-ce pas que les orientations choisies ont un degré d'autonomie des entreprises et une extension du rôle du marché qui se révéleraient incompatibles avec le maintien du plan centralisé, voire avec la propriété étatique des moyens de production ? Les auteurs ne tranchent pas nettement mais penchent plutôt pour la thèse de la mauvaise application de ce qui renvoie à une analyse socio-politique des blocages qui reste à produire.

trois sous-systèmes : le plan, la régulation (qui recouvre la politique économique), l'organisation (la structure) et le marché (la réalisation des objectifs planifiés). Il montre comment la complexification de l'économie, le passage de la croissance extensive à la croissance intensive, modifient le rôle relatif de ces sous-systèmes, ce qui est l'objet des réformes économiques, mais en conservant comme cohérence fondamentale le maintien des rapports de production et du pouvoir de la couche (ou classe, Richef ne spécifie pas) dominante. Ce maintien implique, en particulier, nécessairement la limitation de l'autonomie des entreprises

Marie Lavigne propose, dans le dernier texte du recueil, une analyse du concept de Société socialiste avancée à laquelle les dirigeants de l'U.R.S.S. attribuent le plus grand importance. Ainsi des dizaines d'ouvrages d'économie, de politique, d'histoire, ont été commandés aux intellectuels soviétiques pour analyser l'ensemble de leur réalité sociale à l'aune de ce nouveau concept. Marie Lavigne en fait l'histoire, indique les débats souvent acharnés qui ont accompagné sa gestation et en décrit le contenu. Il apparaît que s'il est difficile de lui trouver une justification chez les fondateurs du marxisme et chez Lénine, il unit les thèmes de l'« État du peuple entier » (État qui aurait succédé à l'état de dictature du prolétariat en U.R.S.S. où les contradictions de classe antagoniques auraient disparu) et de la « révolution scientifique et technique » qui serait désormais, sur la base de rapports de production socialiste défini-

Regards sur la société

L'U.R.S.S. au quotidien

G OULAG et dissidence font recette : chaque mois, ou presque, paraît un nouveau témoignage (1). En manque-t-on, on publie la confession d'un officier du KGB (2), les programmes politiques, verbeux et confus, de groupuscules d'opposition, telles l'Alliance sociale chrétienne pan-russe pour la libération du peuple ou l'Alliance des soldats (3) ou encore, à la rubrique « nouvelles », comme Alain Paruit, les anecdotes au vitriol qui circulent de Moscou à Vladivostok (4), qu'on ne rassemble, avec Georges Abramov, des textes antérieurs parus dans la presse (5) ou encore, dans le style de Valéry Chaldid, en us constituit, à l'aide de faits divers, un dossier sur le Crime en Union soviétique (6).

langes mythiques à tenir à peu près le même langage que la nôtre.

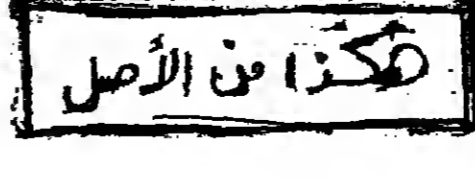
A DIRE, par exemple, l'inégalité qui la caractérise. Peut-être même : qui la constitue. Et qui, souvent, est plus grande qu'en Occident : l'écart des salaires est, en moyenne, de 1 à 25 France (1 à 25), parfois de 1 à 50. L'État objectera-t-on, après les dépenses de formation et du santé. Sans doute, à raison de 71 %. À peine plus qu'en France (68 %).

Mais il est d'autres avantages, que l'auteur recense minutieusement : « billets prioritaires pour les spectacles et les voyages, salles d'attente réservées dans les gares, éditions à tirage limité, bureaux de commando de l'obkom qui livre à domicile, laissez-passer, qui permet d'éviter les queues ». Sans parler de la couleur du parapluie — à chaque tchin (à chaque grade) la sienne — et encore de l'appellation : on désigne un supérieur par son nom patronymique (Ivan Ivanovitch), un citoyen de bas, par son nom de famille (Ivanov).

CHACUN à sa place, et quelques-uns à la société sans égalitaire que les autres et, de surcroît, totalitaire. Totalitaire plutôt que politaire, estime Basile Kerblay, la plupart des citoyens échappent au contrôle de K.G.B., mais tous sont soumis à un système où n'existe aucun procédé constitutionnel du renouveau des cadres, où « l'action politique du parti ne relève pas de la loi », et « tout ce qui est administratif, économique et culturel est aussi politique ».

(1) Par exemple : A. Sakharov, Un an de lince, Le Seuil, Paris, 1978, 215 pages, 45 F.
(2) Alexandre Myagkov, Un officier du K.G.B., poche, éditions Albin, Paris, 1978, 200 pages, 37 F.
(3) Bernadette Morand, U.R.S.S. des professeurs, éditions Albin, Paris, 1978, 207 pages, 49 F.
(4) A. Paruit, Les Berbeis du Nord, éditions Albin, Paris, 1978, 128 pages, 29 F.
(5) G. Abramov, La Presse anticomuniste en Union soviétique, éditions Albin, Paris, 1978, 287 pages, 44 F.
(6) Editions Olivier Orban, Paris, 1978, 262 pages, 45 F.
(7) B. Kerblay, La Société soviétique contemporaine, A. Colin, Paris, 1978, 305 pages, 80 F.

PAYSANS BU... FACE A LA... BIBLIOPHILIE... Les déchi...



VIÉTIQUE

Politique et littérature

PAYSANS BULGARES FACE A LA MUTATION DU VILLAGE

DE toutes les littératures slaves modernes, la littérature bulgare est sans doute la plus jeune. Après cinq siècles de domination ottomane (du XIV^e au XIX^e siècle), l'éveil littéraire, commencé au milieu du XIX^e siècle, voit son élan renforcé par l'émancipation en 1878. Le rôle joué au départ par l'intelligentsia émigrée a permis à cette littérature d'évoluer rapidement quant à sa langue, ses genres et ses orientations.

La littérature paysanne, consacrée à la campagne, occupe depuis le début de ce siècle une place de choix. L'importance sociologique de la paysannerie est en effet considérable. En 1934, elle représentait 78,8 % de la population globale du pays (1). Aujourd'hui, la population paysanne a nettement diminué au bénéfice des villes, qui continuent à attirer de plus en plus de jeunes (elle ne représentait plus que 45,3 % de la population en 1971). Toutefois, les mutations sociales survenues depuis de trente ans ont ouvert de nouvelles perspectives à la littérature paysanne qui prend aujourd'hui plus d'importance encore qu'avant la seconde guerre mondiale.

Le lien entre littérature et société a toujours été étroit en Bulgarie depuis l'époque dite de la Renaissance (deuxième moitié du XIX^e siècle). Avant la seconde guerre mondiale, la plus grande partie de la production littéraire s'inscrivait dans un courant réaliste et réaliste critique. Depuis le 9 septembre 1944, date d'instauration du régime de démocratie populaire, le courant réaliste socialiste se développe.

A la fin des années 40, la terre, dans les villages, est collectivisée. Les villageois travaillent dans les T.K.Z.C. (coopératives de travail agricole) qui ont parfois des dimensions et une vie à la ville, le village vit donc au rythme de la réalisation du plan, de l'amélioration des

techniques et de l'élevation du niveau culturel de ses habitants grâce à la pénétration des nouvelles valeurs. La multiplication des foyers de lecture, etc. Les mœurs locales traditionnelles se trouvent contraincées aux exigences du monde moderne. L'exode rural est une réalité objective dans la mesure où l'industrialisation du pays fait de plus en plus appel à une main-d'œuvre jeune fraîchement débarrassée de ses montagnes. La campagne sert de réservoir aux forces productrices des cités industrialisées. Le village se dépeuple et ne garde que les moins jeunes.

Le village d'aujourd'hui doit donc vivre selon de nouvelles valeurs fondées sur l'intérêt commun. Une nouvelle vision des choses est exigée des villageois, avec un nouveau comportement et de nouvelles habitudes, mais, lorsque l'on connaît les structures mentales de cette paysannerie jalouse de ses anciennes coutumes, on imagine la complexité de la situation.

C'est de cette réalité complexe que se font les récits de cette littérature paysanne qui s'intéresse au village. A travers une diversité régionale qui touche aussi bien les monts Rodopes que les plaines de la Dobrouja, ils présentent un certain nombre de problèmes, parfois communs, parfois complémentaires. Privilégiant la forme du récit et de la nouvelle, ils s'attachent à dégager les aspects socio-économiques du village contemporain et à donner une image pittoresque des mœurs et des coutumes paysannes, ou encore à cerner les problèmes humains qui se posent dans un village en pleine transition. Cette dernière approche est celle de Diko Foutchadjiev, Dimitri Velev, Vassil Popov et Yordak Raditchkov qui, chacun à sa manière, nous offrent une réflexion sur les valeurs culturelles et morales, sur la psychologie de l'individu dans une période de mutation.

Dans le sens du progrès

DANS les *Ponts aériens*, de Diko Foutchadjiev, recueilli de nouvelles et de récits, le personnage de Michko incarne un citoyen qui a gardé ses attaches avec son village natal. Malgré sa promotion sociale, il arrive au volant d'une belle voiture, il veut se retrouver dans l'atmosphère de simplicité et de bonhomie que la campagne, malgré sa modernisation, a su conserver. Nous le voyons à la recherche d'un restaurant alors qu'il n'y a sur place qu'un lavage où il va retrouver autour d'une table les gens du village, qui sont tous des amis, et vont passer en revue les faits et gestes des uns et des autres. Dans les récits de Foutchadjiev, la campagne est habitée par des gens qui travaillent avec dynamisme et symbolisent les valeurs positives de la société nouvelle. Malgré la promotion sociale que représente la ville à la ville, le village apparaît comme une source d'authenticité que les citadins ne veulent pas renier.

Dans les *Racines*, de Dimitri Velev (autre recueil de récits et de nouvelles), le village devient un miroir qui reflète le passé et le présent : nous y trouvons évoqués les événements vécus par le village dans les années 40 et 50, avec un recul d'environ un quart de siècle (le *Racine* a été publié en 1975). Cependant, on ne peut considérer ces nouvelles comme des récits historiques où le temps s'écoulerait de façon linéaire, car l'évocation du passé est très souvent entrecoupée de faits présents. Du point de vue de la construction, le récit est à l'image d'une mosaïque où la narration et la réflexion se mêlent, la place au dialogue, puis à l'intervention de l'auteur qui ajuste et met en place avec plus de précision

le cadre dans lequel se situe l'action ou la personne qui parle.

Velev nous fait revivre le passé avec le regard du présent. Dans *Le Colère*, la *Route d'Isidior* et la *Racine*, le lecteur se trouve en face des problèmes de la collectivisation et de la nouvelle organisation de la vie au sein du village. Les personnages de Velev sont des hommes qui, face à une même réalité, ont des comportements différents. Certains sont ceux qui portent en eux les valeurs nouvelles et ceux qui sont prisonniers de leur passé. Des personnages dynamiques et entreprenants sont opposés à d'autres, peu intéressés par le changement ou qui feignent de s'y intéresser par opportunisme. Tandis que certains ont émigré, tel ce propriétaire de moulin que l'on retrouve au Texas impliqué dans une affaire de provocation contre les Noirs, on assiste à la promotion de jeunes gens honnêtes qui ont réussi à faire des études et dont l'un est devenu ingénieur et travaille en ville dans une usine qui fabrique des machines pour faire tomber la pluie. L'exode rural trouve sa place dans un contexte de tragédie optimiste. Velev observe, critique et se désespère du village qui se dépeuple, comme s'il prenait acte de cette mort lente à laquelle les vieux villageois ne semblent pas vouloir résister. Les personnages de Velev se cherchent à travers les rencontres et les souvenirs pour essayer de faire un bilan du passé. Sans pouvoir dépasser le stade du regret, de la nostalgie, ceux qui assument les nécessités objectives d'une évolution présente, au-delà des déchirements individuels, comme allant dans le sens du progrès.

Les déchirements de l'âme

Le thème de l'exode rural trouve chez Nassil Popov dans les *Racines* : chronique d'un village, une dimension particulière rarement atteinte, non seulement dans la littérature bulgare, mais, à notre connais-

sance, dans les quatre littératures slaves. Le plus important chez Popov n'est pas seulement l'exode rural en tant que phénomène social et économique, mais surtout la psychologie et l'univers intérieur de ces hommes et de cette femme (la grand-mère Nedelia) qui vivent encore dans le village. La *Chronique d'un village* renferme une quarantaine de récits présentés sous forme de dialogues. Le narrateur s'efforce pour céder la place à ses personnages qui nous révèlent leur angoisse personnelle et les déchirements qu'ils vivent dans cette période de mutation du village n'est plus ce qu'il était. Il est évident que Popov attache beaucoup d'importance à la psychologie et aux problèmes intérieurs de l'homme. Le lien entre l'univers intérieur et l'événement chez des personnages comme la grand-mère Nedelia, Gorski ou Bossio, donne au récit beaucoup de force et d'élan, soutenus par des images et des métaphores puissantes. Les récits objectifs sont eux-mêmes choisis en fonction de leur valeur révélatrice : les villes, qui représentent une promotion grâce au niveau culturel et aux salaires plus élevés, attirent pratiquement tous les jeunes ; c'est ainsi que nous observons la disparition des lignes de chemin de fer qu'opportunistement jadis les paysans pour transporter

Par MONCEF IDIR *

lans marchandes aux bourgs où se tiennent les marchés. Aujourd'hui, le train ne passe plus par le village.

Les récits *Une nuit de lune* et le *Petit oiseau* marquent peut-être le sommet de la réussite littéraire d'Ivan Popov dans les *Racines* : chronique d'un village. La grand-mère Nedelia, dans le premier de ces deux récits, est le personnage le plus marqué par une angoisse profonde qui l'entraîne à la limite de la démence. Dans son village qui se vide, elle communique sur ses épaules et se met à danser dans la cour de sa maison. Elle dialogue avec la Lune par des gestes, des sons, et « cette musique qui caresse et traverse son corps, vers laquelle elle tend les mains comme pour la caresser, la garder, finir par lui échapper ». Étrange personnage que cette vieille femme pour son voisin Datcho et son ami Gorski qui la regardent par le trou de la serrure. Les deux hommes se demandent que faire : l'envoyer dans une ambulance pour la faire examiner par un médecin, ou la tuer avec le pistolet de Gorski, qui voit pour la première fois de sa vie un corps flétri de vieille femme. Finalement, ils décident de la laisser tranquille et de ne pas parler à personne pour qu'on ne se moque pas de leur village, et de la charge de contagion qu'elle représente pour les autres femmes. Quant à la grand-mère Nedelia, si elle n'accorde aucune importance à son voisin, elle continue à dialoguer avec la Lune, à vivre à sa manière parmi les sons qu'elle reçoit le jour au cimetière et la nuit chez elle. Entre le village et le cimetière, elle continue à vivre parmi les morts-vivants, dont, selon elle, Datcho fait partie, et les morts véritables. La grand-mère Nedelia reste le personnage le plus complexe de tout ce que nous avons rencontré jusqu'ici, aussi bien chez Popov que chez les autres écrivains. L'univers étrange de cette vieille femme qui trouve son équilibre dans ce que les autres croient être son enfer, est une réussite en soi. Elle nous fait réfléchir sur ce qui change, mais elle-même ne peut plus changer.

A la manière de Jérôme Bosch

ENFIN, on peut citer Yordan Raditchkov, qui vient d'être élu, dans son village natal des Rodopes d'où il tire une connaissance

sérieuse de la psychologie du paysan de cette région. Dans son recueil de récits, le *XX^e siècle*, le villageois arriéré se trouve subitement aux prises avec les conditions de vie modernes. Le choc qui en découle donne à ce paysan bulgare, rusé,



(Lithographie du peintre bulgare Maria Farponova.)

L'ENFILAGE DU TABAC

Dans le *Petit oiseau*, on assiste à un phénomène de communication entre l'homme et un élément de la nature, l'oiseau Bossio, qui a feint d'être mort pour échapper au service militaire et n'a pas parlé depuis cinquante ans, communique avec un petit oiseau qui lui transmet des messages. Il se trouve que Bossio oublie un mot de ces messages lorsqu'il veut les transmettre aux autres par gestes. Il s'agit d'un mot qui convient à tous, mais dont il ne parvient pas à se souvenir. Nous ne sommes pas à se souvenir. Nous ne sommes pas à se souvenir. Nous ne sommes pas à se souvenir. Nous ne sommes pas à se souvenir.

plein de superstitions, un peu bête mais réaliste — il allume une bougie à l'église pour Dieu et une autre pour le diable — une allure très souvent absurde mais pleine de verve et d'humour tragique. Les personnages que peint Raditchkov ressemblent à ceux de Jérôme Bosch. Ainsi, Raditchkov se trouve à la tête de la littérature grotesque et fantastique représentée, outre le *XX^e siècle*, par le récit *Midi torride* et la pièce de théâtre *Janvier jou*.

Les problèmes qui se posent au village ne sont pas certes pas spécialement bulgares. L'abandon de leur terre par les paysans entraîne ailleurs les mêmes perturbations psychologiques, la même absence d'équilibre et d'épanouissement.

Pourtant, en Bulgarie, un courant très fort se dessine, dont font partie les quatre auteurs évoqués, qui choisit de privilégier ces problèmes plutôt que ceux du « plan ». Il leur permet ainsi, chacun à sa façon (et il faut insister sur cette diversité de langage et de style), d'aller à contre-courant d'une mode réaliste socialiste qui veut négliger le village au profit de la ville. Cette préoccupation, toute en nuances, toute en finesse, fait écho à la « roulerie » paysanne, prolonge la tradition culturelle du pays (attachée au village avec Elin Peline, Yurdan Yofkov, etc.) et donne un élan particulier à la littérature bulgare par ailleurs assez « usée ». Il n'y a pas de phénomène de littérature marginale comme dans d'autres pays de l'Est, donc pas de vrais « dissidents ».

Les lecteurs français ne vont sans doute pas tarder à découvrir, grâce à des traductions, qu'il existe au-delà du Danube des paysans, certes, mais aussi des écrivains de l'envergure de Machado ou de Bergès !

(*) N. Gornenski, *Les Classes sociales en Bulgarie*, Ed. Sciences et Arts, Sofia, 1967. Encyclopédie bulgare, de la Thémis des sciences de Sofia, 1974.

Le carnet des ambassades

- L'ambassadeur des Etats-Unis et Mme Arthur A. Hartman ont donné une réception le 4 juillet à l'occasion de la « Independence Day ».
- A l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance de la République de la République d'Unité nationale, l'ambassadeur du Rwanda et Mme Jules Kananaura ont offert une réception le 5 juillet.
- M. Camille Drumont, ambassadeur du Luxembourg, a donné une réception le 12 juillet à l'occasion de son départ de France.
- A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur de la République d'Irak et Mme Moudhir Tawfik Al-Wandawi ont offert une réception le 17 juillet.
- L'ambassadeur de la République populaire de Pologne et Mme Tadeusz Olschewski ont donné une réception le 21 juillet dans les salons de l'ambassade à l'occasion de la fête nationale.
- A l'occasion du XXVI^e anniversaire de la révolution, l'ambassadeur de la République arabe d'Egypte et Mme Mohamed Hafez Ismail ont offert une réception le 21 juillet.

Calendrier des fêtes nationales		
14-31 AOUT		
17 GABON	Fête de l'indépendance	
17 INDOONESIE	Anniversaire de l'indépendance	
19 AFGHANISTAN	Fête nationale	
22 BOURNANDE	Fête nationale	
23 BRUGDAY	Fête de l'indépendance	
31 MALAISE	Fête de l'indépendance	
31 TRINITE-TOBAGO	Fête de l'indépendance	
1 ^{er} -15 SEPTEMBRE		
1 LIBYE	Fête nationale	
2 REP. SOCIAL DU YEMEN	Fête nationale	
3 SAINT-MARIN	Fête nationale	
6 SWAZILAND	Fête nationale	
7 BRESIL	Fête de l'indépendance	
8 BULGARIE	Fête nationale	
12 ETHIOPIE	Fête nationale	
15 COTE-D'IVOIRE	Fête de l'indépendance	
15 GUATEMALA	Fête de l'indépendance	
15 HONDURAS	Fête de l'indépendance	
15 NICARAGUA	Fête de l'indépendance	

La première dame de France.

Objectif prioritaire pour Citroën : mettre à votre disposition, grâce à un Département spécialisé auprès des Ambassades, les voitures que vous souhaitez. La CX Fallas, au confort exceptionnel, la CX Prestige, une limousine de grande classe.

Citroën vous propose un éventail de modèles adaptés à vos désirs comme à vos besoins.

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars vous fournira sur demande, tout renseignement qu'il vous plaira d'obtenir.

CITROËN CHAMP DE MARS

FILIALE S.A. CITROËN
640, rue de la Cavalerie, 75015 Paris. Tél. : IT Ciro 204.833 R. Tél. 567.55.62

CITROËN TOTAL CITROËN Modèles 78 garantis un an.

BIBLIOGRAPHIE

— G. Gastellan et N. Todourov, la Bulgarie, P.U.F., coll. « Que sais-je », Paris, 1977.

— Dans la revue Europe (n° 573, janvier 1977) : Art et littérature en Bulgarie.

— OUVRAGES CITÉS

— Diko Foutchadjiev, *Neboto na velaka* (Le ciel immense), Narodna Cultura, Sofia, 1968.

— Vassil Popov, *les Racines* : chronique d'un village, Bolgarski Pisatel, Sofia, 1975.

— Yordan Raditchkov, *Midi torride*, Narodna Cultura, Sofia, 1968.

— Dimitri Velev, *Yar* (La Colère), Narodna Mladet, Sofia, 1975.

— Raditchkov doit être cité prochainement chez Gallimard et des contacts ont été pris pour la traduction en français d'autres écrivains.

L'homme devant son avenir

PEUT-ON SE FIER AUX PRÉVISIONS ?

Aussi loin qu'on remonte dans le temps, les hommes n'ont cessé de scruter l'avenir. Qu'ils observent les astres ou auscultent les entrailles d'un poulet, une même question les agresse : de quoi demain sera-t-il fait ? Et depuis, magies, prophètes, diseurs de bonne aventure de leur prédire des miracles qui n'arrivent jamais.

Temps révolus ? C'est vite dit : l'astrologie se porte bien, et l'on se bécote dans les antichambres des extra-lucides. Mais il est vrai qu'ils n'occupent plus le devant de la scène, où d'autres leur ont succédé. Qui se disent plus sérieux, scientifiques. Qui ouvrent devant nous des dossiers remplis de chiffres, de calculs, de statistiques. Qui dessinent au tableau noir des hiéroglyphes aussi obscurs que les oracles des grands-prêtres. Et qui, gravement, annoncent que le chômage va diminuer, les prix baisser, le franc se stabiliser.

Mais les prix montent, le franc chute et les chômeurs augmentent. Les prévisions d'aujourd'hui sont-elles aussi peu crédibles que les boniments d'autrefois ? Pourquoi tant de comptes — et de mécomptes ? (1).

« Si j'écoutais les prévisions-ormettes, je ferais faillite. » Propriétaire d'une petite fabrique d'extincteurs, M. Antoine Tillié se l'abrite de tout risque, jonglant avec les pronostics et se trompant régulièrement. « Le produit de leurs cogitations n'est qu'un calcul, qu'un jeu de hasard à tout moment corrigé. Mais, pour un chef d'entreprise, prévoir, c'est prendre une décision qui engage l'avenir. »

Imaginez que fentez-vous un marché possible, qu'un organisme, avec lequel j'ai déjà conclu un accord commercial, me soumette un projet. Si je me parais sérieux, j'y réponds à rétrograde, j'écris par exemple du personnel ou j'achète cette machine que mon chef d'atelier me réclame depuis longtemps — bref, j'investis, et ma prévision me coûte cinquante mille francs de frais généraux par mois pendant deux ans. Mais si, au dernier moment, la commande m'échappe ?

Farfalle surprise est, par nature, imprévisible : l'évolution du marché, national et international, un éventuel blocage des prix, une hausse du coût des transports ou des charges sociales, une brusque accélération de l'inflation, une série de grèves — autant de paramètres que « personne ne contrôle ». Si bien qu'un chef d'entreprise s'en remet à son intuition : c'est un « temps-ormette » permanent. Et, souvent perdant, depuis vingt ans, une entreprise (petite ou moyenne) sur deux a déposé son bilan.

Faute de prudence ? Pour la plupart, certainement pas ; car les prévisions — les prévisions — n'empêchent rien. Tel P.-D. G. d'une entreprise de matériel électrique qui emploie quatre cents personnes. Il y a sept ans, son affaire marchait si bien qu'il décide de construire une deuxième usine en province. Il consulte des experts, prospecte et choisit une région que toutes les études estiment promises à un développement certain. Conclut, il emprunte et investit. Aujourd'hui, il est au bord de la faillite : entre-temps, la conjoncture s'est modifiée, du matériel allemand — plus perfectionné, moins cher — a occupé le marché, et les commandes attendues ne sont pas venues. « Quand le temps modifie constamment les données, que peut-on prévoir ? », demande A. Tillié.

De fait, et quelles que soient les dimensions de l'entreprise, il n'est pas de prévision qui ne soit régulièrement démentie : à Fos, où l'on projetait l'installation d'un troisième haut fourneau, seul l'un des deux déjà construits est entré en activité ; dans les Alpes et à l'Est, le trafic autoroutier est inférieur de moitié aux pronostics (3) ; les seuls Concordes qui seront sûrement milliardaires de francs, au lieu des deux milliards prévus en 1962 pour cent cinquante appareils au moins (3) ; les objectifs du VI^e Plan qui, sur une croissance continue — n'ont pu être atteints, et les comptes officiels pour 1977 comportent plus d'une erreur (4). A quelques échelles — régionale, nationale, mondiale — qu'on se situe, toute prévision chiffrée est une prévision fautive.

Entre autres, parce qu'on extrapolait. Qu'on projette sur l'avenir les tendances du présent. En négligeant, souvent, une donnée capitale. Tel Herman Kahn — à qui le cabinet de P. Messmer demanda, en 1972, d'évaluer les grandes lignes du développement de la France dans les prochaines années. Les perspectives — à un an de la crise — sont euphoriques : en 1980, le P.N.B. de la France par habitant sera supérieur à celui de l'Allemagne fédérale, en 1985 à celui de la Suède. « Qu'a fait H. Kahn ? », commente Philippe Barret. Il a pris le taux de croissance des quinze années précédentes, et l'a appliqué aux quinze suivantes — le tout, calculé en dollars. En oubliant que, de 1958 à 1972, le franc perdait la moitié de sa valeur. S'il avait également projeté les taux de change, il aurait obtenu un scénario impensé, d'ailleurs plus proche de la réalité. L'estimation des dépenses pétrolières n'est pas plus exacte. Aux certitudes optimistes d'avant la crise — le prix du pétrole, croyait-on, ne pouvait qu'osciller à la loi du coût décroissant, — on est succédé d'autres, tragiques : supposant constant, ou en légère hausse, le prix du baril en 1974, bien des économistes prédisaient que les Arabes encaisseraient d'ici à 1980 des revenus fabuleux ; n'allaient-ils pas acheter la City, la Bourse, Paris et ses bidules ? On oublia, simplement, que les Arabes raisonnaient selon la théorie classique de la rente (de l'impôt que paie un propriétaire pour subvenir à ses besoins) — autrement dit, qu'en modulant le prix du pétrole selon leurs possibilités d'investissement, ils réaliseraient toute projection mécanique.

Dernier exemple : les prévisions

Enquête de MAURICE T. MASCHINO

démographiques, qui n'échappent pas aux vicissitudes propres à toutes les prévisions chiffrées. « La démographie, dit Ph. Barret, est le lieu de toutes les erreurs. » Faut-il rappeler les estimations extravagantes des uns et des autres ? Avancées sur leur propre évolution (le recensement de 1980 constata un erreur

de vingt-cinq millions par rapport aux calculs effectués treize ans plus tôt), les Américains l'ont été également sur celle de la France : en 1970, elle aurait dû compter trente-six millions d'habitants.

S'il existe bien des facteurs (économiques, sociaux, psychologiques)

qui incitent les couples à réduire ou à augmenter le nombre de leurs enfants, aucun démographe n'a pu établir de corrélation stable entre ces multiples déterminants. Selon les modes de calcul et les variables retenus, la France, par exemple, aurait en l'an 2000 de soixante à soixante-quinze millions d'habitants.

De faux prophètes

DÉJÀ inhérente à toute prévision quantitative, l'erreur est également consubstantielle aux prévisions sociales et politiques. Sans doute l'admet-on mieux — après coup : c'est qu'il est dépourvu

individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, et même ils ne sont pas « fomentés » par eux ; en 1968, il rappelle que « le droit au divorce n'implique pas l'obligation de divorcer » et rêve

dra le président Nasser à plus de « sagesse », il se trompe, une fois de plus.

Proposé à l'intérieur, grandeur ou à l'extérieur, l'histoire n'a cessé de tourner en dérision les prévisions



(Photo Roger Viollet.)

de tout appareillage mathématique et s'exprimant dans un langage que les apparences de la « scientificité » ne rendent pas intelligible, ces prévisions se présentent plus volontiers pour ce qu'elles sont : au mieux, des hypothèses, au pire des opinions ou des vœux pieux. Que l'histoire, dans les deux cas, se charge généralement d'infirmer.

Sans remonter à Emile Faguet, pour qui, en 1899, « l'histoire a désormais des chances d'être moins accidentée, moins pittoresque et moins dramatique » (cela, commente E. de Jouvenel, « quinze ans avant la première guerre mondiale, dix-huit ans avant l'avènement de Lénine » (5) sans insister sur Condorcet, qui déclarait — en 1784 — que « les guerres et les révolutions deviendraient à l'avenir moins fréquentes », ni sur Marx, pour qui « l'avenir moderne... descendra toujours plus tard en-dessous même des conditions de vie de sa propre classe (6) », qu'on se rappelle ce que tant d'écrivains, tant de discours et de promesses affirmèrent, dans les années 60, de l'évolution de la société française.

Convaincus de la continuité et des bienfaits de la croissance la plupart des commentateurs annonçaient l'avènement de la société d'abondance (qu'ils découvraient en pointillé dans la société de consommation), l'automatisation rapide des tâches et l'élevation de la qualification des travailleurs ; emportés par leur triomphalisme, ils s'interrogeaient sur les caractéristiques d'une civilisation des loisirs. L'Europe entrerait dans l'ère post-industrielle, les différences de classes s'estomperaient, c'était la fin du politique, la mort des idéologies.

Sans doute, à la périphérie, la situation était-elle moins paisible ; mais les premiers soubresauts de la décolonisation n'ébranlèrent pas l'assurance des hommes politiques : pas un ne comprit que l'empire s'écroulait, chacun promit la fin prochaine de l'« agitation ». « L'Algérie, c'est la France, et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne », déclare le 7 novembre 1964 P. Miterrand, alors ministre de l'Intérieur ; « le gouvernement, ajoute-t-il le 11 novembre, ne fera à ce que nos concitoyens d'Algérie sachent qu'ils ont une espérance et que cette espérance est française (7) ». Le parti communiste désapprouva, lui aussi, « le recours à des actes

encore d'une union française véritable (8) ». De son côté, M. Mendès France dénonça « la volonté criminelle de quelques hommes » ; et quand le gouvernement Guy Mollet se pencha, que, en larguant ses parachutistes sur l'Égypte, il contrain-

des spécialistes de l'économie et de la politique, s'être généralement, de les prendre de court.

La encore, la liste est longue des événements, brusquement surgis, que l'on ne perçoit même pas alors que, déjà, ils informent le réel.

Improvisation, bureaucratie chasses gardées

SANS doute faut-il inculquer d'abord une série d'obstacles conjoncturels, qui tiennent à la situation de la prospective en France. Si surprenant que cela puisse paraître, les études à long terme (quatre-vingt ans) datent d'hier, ou d'aujourd'hui, jusqu'à, aucun gouvernement ne s'est préoccupé d'évaluer avec rigueur les besoins du pays, ni même de dresser un inventaire ; or comment prévoir — et prévoir juste — à court terme, si l'on ne prête pas attention au dynamique des processus à l'œuvre dans le présent ? C'est fait dix ans qu'on s'en inquiète.

« Aucune étude de prospective sectorielle n'a été réalisée entre le I^{er} et le VI^e Plan », déclare le 1^{er} septembre Bernard Cazès. Le genre ne commença à exister qu'avec le VI^e Plan (1971-1975), où l'on voit se créer neuf groupes de travail qui couvraient les secteurs suivants : affaires culturelles, agriculture, énergie, industries de transformation, logement, ports et télécommunications, recherches santé, transports (10). Certains domaines ne relèvent pas encore de la prospective, par exemple « les ressources naturelles autres que l'énergie ». Or l'éducation ; si le ministère se préoccupe de l'avenir, c'est, comme la défense, « infra muros », pour lui-même, « en dehors du cadre des procédures officielles de planification ». C'est-à-dire souverainement, mais d'une souveraineté que ses dimensions mêmes rendent dérisoires : hors les murs, d'autres sciences surgissent, d'autres projets, élaborés eux aussi dans le secret des cabinets. Affrontement, ajustements : de toute façon, le compromis, toujours provisoire, ne répond que très imparfaitement aux exigences de la situation.

On rencontre ici l'un des obstacles principaux auxquels se heurtent en France les études prospectives : elles se poursuivent dans des organismes qui, pour être officiels, n'en sont pas moins indépendants. INSEE, DATAR, GRESI, commissariat général au Plan, cellules administratives dans différents ministères — autant de centres, autant de prévisions. L'éparpillement des recherches nuit à leur rigueur, d'autant plus qu'à s'inscrire dans les structures bureaucratiques/hierarchiques en place elles relèvent davantage les pré-occupations ou les intérêts antagonistes des services que la réalité.

Quand elles ne sont pas victimes, comme tous les rapports, de multiples remaniements, au fur et à mesure qu'elles se rapprochent du sommet : « Lorsque M. Jobert créa au Quai d'Orsay un centre d'analyse et de prévision, dit l'un de ses anciens collaborateurs, il le mit sous son autorité directe. Imaginez qu'un scénario fut le vote hiérarchique qui dirigerait, par routine, scléroté ou crainte de son supérieur, laisser passer des hypothèses qu'il juge faibles ? Il corrigea, atténua ; arriva sur le bureau du ministre, le rapport, inodore et sans saveur, ne prévoyait que ce que le dernier intermédiaire croit convenir au ministre. » Il est vrai que certains organismes, tel le commissariat général au Plan, ont toute latitude pour prévoir : c'est très précisément leur fonction. Mais leurs prévisions n'ont qu'une valeur indicative : le ministère des finances ne retient, quitte à les modifier au passage, que celles qui lui agréent : « Tout organisme de prospective, dit un ancien conseiller d'un ex-premier ministre, se heurte à la

Tels ces manifestants qui jurèrent que « le fascisme ne passera pas » quand déjà il s'installait, que d'hommes politiques, que d'observateurs avertis n'ont rien prévu, ni même vu !

Citons par exemple la défaite de Dien Bien Phu — que l'on crut, jusqu'à ce dernier moment, impossible — l'extoré des Français d'Algérie — que les accords d'Évian n'envisageaient pas, — les « événements » de mai 68, ou encore l'après-mai : n'est-il pas évident pour tous, à l'époque, que « quelque chose a changé », que « rien ne sera plus comme avant » ?

Et pourtant ! « [Les] jeunes ouvriers (...) cherchent au travail et se trouvent dans les entreprises gradées les hommes et les aspirations des hommes politiques de tout bord paraissent à ces jeunes, au mieux plutôt comiques, au pire tout à fait insupportables, presque toujours incompréhensibles. Heureusement, la télévision est là pour détourner l'attention vers les vrais problèmes (...). l'encombrement des autoroutes, le héraut, qui continue d'accrocher le drapeau français sur toutes les antennes de France. »

Quel cynisme aurait prédit que cette radiocroquette de la France établie par P. Viansson-Ponté en mars 1969 (9) garderait, dix ans plus tard, toute son actualité ? Qui pressentait l'extraordinaire souplesse du système, capable de reprendre à son compte tout ce qu'en les commercialisant et, par là, en les désaccusant, la plupart des revendications qualitatives ? Même si les visées sont différentes, la droite, comme la gauche, parle aujourd'hui d'écologie et n'hésite pas à aborder, au moins dans ses discours, certains problèmes statutaires de la femme, condition des détenus, réduction des inégalités. Mai 68, ballon d'oxygène pour l'ordre établi, qui l'eût dit ? Fin rapide du gauchisme, retour au même état, les extrêmes prises et les lycées, qui l'eût cru ?

Prévisions, ou imprévisions, des hommes (quelle différence ?), surprises de l'histoire : de ce rendez-vous toujours manqué, faut-il accuser la légèreté des uns, les ruses de l'autre ? Sommes-nous condamnés à l'impulsivité et à l'erreur, objets dérisoires de forces qui se jouent de nos calculs et les déjouent sans cesse ? Passent-elles les fatidiques des princes — elles seraient probablement moins tragiques, si la politique n'était pas l'un des rares métiers qu'on ait exercés sans l'avoir jamais appris.

Les inquiétudes viennent d'ailleurs — de ceux-là mêmes qui, équipés des machines les plus perfectionnées, pourvus des statistiques les plus fines, disposant de modèles mathématiques élaborés et d'un langage mathématique d'une extrême rigueur, se trompent, semble-t-il, avec obstination. Par accident, ou à cause de la nature même de leur tâche ?

toute-puissance de la Rue de Rivoli. Budget, Trésor, commerce extérieur les finances contrôlent les moyens indispensables à la mise en œuvre de l'importation de produits étrangers, concentration des pouvoirs leur confère une prépondérance absolue : le commissariat au Plan — qui n'est pas associé aux grandes décisions économiques — propose, les finances disposent. Ainsi ont-elles empêché l'exécution du PAP, programme d'action prioritaire prévu par le VII^e Plan.

Comment s'explique de l'incohérence ou de l'irréalisme de la politique économique du gouvernement, quand les travaux qui devraient la rendre plus opératoire sont systématiquement ignorés ou déformés ?

- (1) Parmi tous ceux — économistes, sociologues, hommes politiques, hauts fonctionnaires, chefs d'entreprise — que nous avons rencontrés et dont nous avons recueilli les opinions, citons, entre autres : Philippe Barret, Bernard Cazès, Jean-Claude Calviat, Jacques Capdevilla, Bernard Cassa, Yves Chaigneau, André-Gilbert Decoud, Christian Goux, Michel Jobert, Henri Mendras, Pierre Pignatoli, Antoine Tillié, Alain Touraïn.
- (2) Cf. Le Monde, 4 novembre 1977.
- (3) Cf. E. de Jouvenel, La France et ses menaces, Denoël, Paris, 1971, pages 12-63.
- (4) Cf. Le Monde, 8 novembre 1977.
- (5) E. de Jouvenel, Paris de la conjoncture, SEDES, Paris, 1972, page 85.
- (6) Cf. sur cette période, P. et C. Jeanson, L'Algérie hors la loi, Le Seuil, Paris, 1966.
- (7) Sur l'attitude du P.C.F., cf. J. Moneta, Le P.C.F. et la question coloniale, Le Seuil, Paris, 1971.
- (8) Le Monde, 15 mars 1968.
- (9) B. Cazès, « L'illustration des études à long terme dans la planification française », Conjoncture, n° 2, 1974.

مركزنا من الأصل

مكتبة من الأصل

CINÉMA POLITIQUE

Pour Porto-Rico

économique arabe

Porto-Rico, on l'ignore souvent, est une colonie américaine. Depuis 1917, les Portoricains possèdent le statut d'État libre associé, mais ces messes ne modifient en rien le fait que Porto-Rico soit, au sens classique, une colonie.

Contre cette réalité, les portoricains, s'inspirant du « père de la patrie » Román E. Betances et suivant l'exemple du leader indépendantiste Don Pedro Albizu Campos, ont cessé de lutter depuis quatre-vingt ans, au besoin par les armes (1). Cependant, depuis le succès de la révolution cubaine, les États-Unis ont accéléré leur vieux projet de faire de Porto-Rico une « vitrine démocratique pour l'Amérique latine » et effectivement le niveau de vie, de santé, d'éducation, etc., y est parmi les plus élevés de tout le continent; au point que la population a très librement élu, en 1975, en gouverneur, M. Romero Barceló, porteur de l'indépendance totale avec les États-Unis.

Économiquement, tout dépend de la métropole coloniale. Porto-Rico est le cinquième marché d'exportation des États-Unis; ceux-ci encourent les trois millions et demi de Portoricains à consommer en fournissant (depuis 1973) à cinquante pour cent des familles des « bons d'alimentation » pour une valeur de 610 millions de dollars. Ainsi se développe dans la population une « mentalité d'assisté » qui la pousse au défaitisme ou à l'émigration.

Les appareils culturels de l'impérialisme participent à l'intimidation et à l'acculturation du peuple portoricain. Le cinéma notamment, dont la production hollywoodienne occupe massivement les écrans (2) qui appartenant en de fortes proportions à des sociétés américaines (3). La télévision (4) également est contrôlée par les États-Unis. Des deux chaînes dont sept par câble; exclusivement en langue anglaise) que reçoit la capitale, San-Juan, une seule appartient à des Portoricains, la n° 11 « Cadena Perez-Perry »; elle est la plus populaire et se spécialise dans la diffusion des téléfilms américains, les « teleovelas », où le public

retrouve, malgré tout, des éléments culturels communs avec le reste de l'Amérique latine.

Les autres chaînes diffusent uniquement des productions américaines (entrecoupées toutes les dix minutes d'interminables messages publicitaires vantant les produits américains (5) et, parmi elles, Kojak, bien entendu, où il est toujours question de Portoricains, petits délinquants de Manhattan, petite page que, paternellement, le lieutenant Kojak aide à mieux s'intégrer ou « melting pot » américain (6).

Un des premiers films qui favorisât déjà cette intégration fut, au c'en souvient, West Side Story (de R. Wise, 1961), dont le succès reposait en partie sur la typification excessive du physique et de la culture des Portoricains. Cette typification a été reconstruite dans de nombreux films jusqu'à récemment le Fiebre du samedi soir (de John Badham, 1978), qui présente aux Portoricains comme de jeunes voyous (les « Barrocozes ») ou des danseurs tropicaux. Mais le mépris atteint son comble dans Dodge 373 (réalisé en 1972 par William H. Koch pour le Paramount) où la cause des indépendantistes portoricains était ridiculisée et ses porteurs traités de mafiosi et de trafiquants de drogue.

Le cinéma portoricain litra ci-dessous l'article de José M. Umpiérrez n'a pas su apposer à ce désignement colonialiste des messages positifs ancrés dans la culture nationale; au contraire, les films commerciaux portoricains, souvent faits pour le marché étranger, ont trahi les éléments populaires qu'ils ont utilisés et confirmé le paternalisme et le racisme de la vision coloniale.

Récemment, cependant, des cinéastes nationalistes qui rejoignent la tradition combative du meilleur cinéma latino-américain ont entrepris de produire, dans des conditions matérielles précaires, des films anti-impérialistes (cf. les articles ci-dessous de José García et de María Vissepo pour dénoncer le colonialisme américain. C'est autour d'eux que, sans aucun doute, s'élabore aujourd'hui un des cinémas latino-américains les plus offensifs, et les plus maîtrisés.



PAYSANS PORTORICAINS DU DERNIER FILM DE JOSÉ GARCÍA. Une dénonciation de l'expansionnisme américain.

(1) Durant notre récent séjour, pas un seul des films projetés dans les salons-dix salles de la capitale qui ne soit américain.

(2) Les films américains, pour leur part, appartiennent au groupe américain *Wormeas Commonwealth Corp.*

(3) 50 % des foyers possèdent un ou plusieurs récepteurs de télévision et 85 % de Portoricains regardent régulièrement les programmes.

(4) Cf. « Porto-Rico : une télévision de choc », in *Le Monde diplomatique* de novembre 1977.

(5) Cf. notamment « Héros américains de télévision » dans *Le Monde diplomatique* de février 1977.

CONTRE LA "DESTINÉE MANIFESTE"

Ecrans d'une colonie tropicale

1895, année de l'invention du cinéma, est aussi celle du début de la guerre pour l'indépendance de Cuba et de Porto-Rico. José Martí et Máximo Gómez proclamèrent à New-York la nécessité de poursuivre la lutte armée commencée à Yara (Cuba) et à Lares (Porto-Rico); et les révolutionnaires des deux pays adoptèrent le même drapeau, avec les couleurs inversées, comme symbole d'une même lutte.

A cette époque, et à New-York également, prend son essor une des premières chaînes de production cinématographique nord-américaines, l'American Biograph Company, créée et financée par le frère du futur président des États-Unis William Mac Kinley (élu en 1897). La Biograph produisit les premiers films de propagande électorale (*Mac Kinley chez lui* et *Mac Kinley à la Parade*, Hobart) en 1896, puis, une fois son candidat élu, elle continua à utiliser poliment la nouvelle technologie du cinéma pour soutenir à l'écran la fièvre de guerre que la presse de W.E. Hearst attisait entre le peuple nord-américain et l'Espagne coloniale à propos de Cuba et de Porto-Rico. La Biograph produisit des films chauvinistes (comme *Changement de drapeau* à Porto-Rico, 1898) pour soutenir idéologiquement la guerre que les États-Unis déclarent à l'Espagne dans le but de s'emparer de Cuba et de Porto-Rico, au mépris des patriotes cubains et portoricains qui étaient sur le point d'emporter la victoire. Dès cette époque la Biograph estime, comme Tomas E. Edison, que « celui qui contrôle l'industrie cinématographique d'un pays, contrôle la pensée du peuple ».

Aussi, depuis la déclaration des troupes des États-Unis à Guánica, dans le sud de Porto-Rico, en 1898, jusqu'à nos jours, l'impérialisme américain contrôle les écrans de notre pays.

tout de même constater que, grâce aux manifestations suscitées par ces films, le « super-port » ne fut pas construit et la marine nord-américaine abandonna l'île de Culebra.

Ces productions traitent de problèmes qui concernent directement Porto-Rico; cependant, on ne peut ignorer que près de la moitié des Portoricains ont émigré aux États-Unis, où le tiers d'entre eux vit en dessous de ce qu'on appelle le « seuil de pauvreté ».

Néanmoins dans le « *Barrío* » (2) de New-York, j'ai été conduit à réaliser un des premiers films qui s'adressait aux communautés de langue espagnole des États-Unis (treize millions de personnes, le vingtième de la population américaine) à partir d'un thème anti-impérialiste tiré de l'œuvre de l'écrivain portoricain René Marqués intitulée *La Charrette*; le film évoquait les difficultés d'une famille paysanne contrainte d'émigrer et de s'installer aux États-Unis.

Dans les *Nationalistes* (1973), j'ai exposé la situation des prisonniers politiques portoricains (3) et les activités du parti nationaliste de D. Pedro Albizu Campos durant les années 50, lorsqu'un grand nombre de ses militants furent incarcérés. Dans *Porto-Rico : État libre ou colonie* (1975), j'ai voulu illustrer et élargir les résolutions adoptées au sein des Nations unies en faveur de l'indépendance de notre pays.

Plus récemment, nous avons constitué, avec un groupe de cinéastes portoricains, un collectif de travail qui a produit *Julia de Burgos* (1976). Ce film a été notre contribution à l'Année internationale de la femme; nous évoquons le souvenir de Julia de Burgos, poétesse et militante indépendantiste, victime d'une censure politique permanente qui empêcha les Portoricains de connaître son œuvre.

Dans notre dernier film, *Destinée manifeste* (1978), nous nous référons à cette théorie expansionniste des États-Unis, appliquée au début du siècle et selon laquelle les Nord-Américains devaient naturellement occuper l'ensemble du continent latino-américain. Cette politique de la « destinée manifeste » déboucha sur la guerre hispano-américaine grâce à laquelle les États-Unis s'emparèrent de notre pays comme butin de victoire.

Pour tourner ce film, nous avons fait des recherches historiques qui nous ont permis d'avoir, pour la première fois, accès aux archives du

département de la guerre nord-américain, où nous avons pu vérifier que, dès 1847, les États-Unis avaient proposé à l'Espagne l'achat de Porto-Rico et que, depuis 1896, il existait un plan naval d'invasion de l'île. Nous avons eu entre les mains des dossiers établis par les agents du département des renseignements de guerre (War Dept.) et nous avons agité clandestinement depuis 1886 à Porto-Rico. A la bibliothèque du Congrès, nous avons découvert d'autres trésors, notamment un lot de quelques milliers de photos prises de Porto-Rico prises en 1898 par des services de renseignement et qui allaient permettre aux militaires américains de se familiariser avec les futures terres de conquête. Nous avons aussi retrouvé les premiers documents de l'American Biograph Company, qui soutenaient la politique d'annexion de Porto-Rico.

Nous voulons, par nos films, rappeler l'histoire véritable, occultée et déformée par les colonialistes, et nous souhaitons qu'ils soient vus par tous les « peuples qui soutiennent notre cause ». Cinéastes, nous considérons comme un devoir politique de nous opposer par le film à la colonisation.

JOSÉ GARCÍA.
Réalisateur, chef de file du jeune cinéma politique portoricain.

production, elle dut se dissoudre en 1924.

Vigüé racheta une partie de l'équipement de la Photoplay et constitua sa propre société; il produisit alors de très nombreux documentaires et, surtout, une série d'actualités filmées, les *Vigüé Sound News*, qui sont pour nous, aujourd'hui, une source de renseignements sur l'époque extrêmement riche. En 1924, il tourna le premier long métrage parlant *Romance Tropical* sur un scénario du poète Luis Palés Matos. Ce fut une expérience relativement rentable sur le plan économique, et cela, précisément, donna lieu à d'interminables querelles financières avec les acteurs et les techniciens au point que Vigüé, découragé, n'entreprit plus jamais de long métrage de fiction.

Le gouverneur Luis Muñoz Marín (2) créa en 1949 la division d'éducation de la communauté qui avait, entre autres, pour mission de diffuser dans les zones rurales des informations concernant la salubrité, l'hygiène, les devoirs civiques, etc. Dans le cadre de l'opération « Mains à la pâte » (3), cette division entreprit le tournage de documentaires d'information dans le but d'intégrer le citoyen anonyme à la reconstruction du pays; les principaux films furent réalisés cependant par des Nord-Américains, notamment Jack Delano, Benji Donniger et Willard Van Dyke. Plus des techniciens locaux formés auprès d'eux passèrent à la réalisation et constituèrent la première véritable génération de cinéastes nationaux, parmi lesquels M. Betancourt, Angel F. Rivera, Felix Ramirez ainsi qu'Oscar Torres, qui partira ensuite à Cuba et réalisera pour l'ICAIC le très beau *Realengo* (8 1961).

Pour des projections-débats

Culebra, 1971, 20 min., couleur, 16 mm. Réal. : José García.

Porto-Rico : pays colonisé, 1972, 30 min., N/B, 16 mm. Réal. : Carlos Diaz.

Les Nationalistes, 1973, 25 min., couleur, 16 mm. Réal. : José García.

Porto-Rico, 1975, 19 min., N/B, 16 mm. Réal. : Juan Diaz et Fernando Pérez.

Diffusion : Tricontinental Film Center, 333 Avenue of the Americas, New-York, 10014, États-Unis. — Tél. : (212) 899 3330.

Porto-Rico : paradis envahi, 1977, 30 min., couleur, 16 mm. Réal. : José García et Juan Carlos.

Diffusion : Latin American Film Project Inc., 215 West 90th Street, New-York, 10024, États-Unis. — Tél. : (212) 852 8323.

Julia de Burgos, 1977, 30 min., couleur, 16 mm. Réal. : José García.

Destinée manifeste, 1978, 60 min., couleur, 16 mm. Réal. : José García.

Diffusion : José García, Apartado postal 504, Viejo San Juan, Porto-Rico 00902. — Tél. (809) 723 8821.

POUR contrecarrer cette omni-présence impérialiste, se développe actuellement, aussi de Porto-Rico, ce qui est le cinéma des communautés portoricaines des États-Unis, un cinéma anti-impérialiste.

A Porto-Rico, le collectif Tirabuzon Rojo (Tire-bouchons rouges) a réalisé dans cet esprit un documentaire, *Dénonciation d'une tromperie*, qui dénonçait les risques socio-économiques que comportait la construction (construite par les États-Unis) d'un « super-port »; le film révélait l'intention des milieux pétroliers nord-américains de créer une gigantesque raffinerie pétrochimique dans l'île et illustrait comment ce projet aurait causé un véritable séisme dans l'île. Ce même collectif a collaboré avec l'Institut cubain d'art et d'industrie cinématographique (ICAIC) pour produire le long métrage *Porto-Rico* (1), réalisé par Fernando Pérez et Jesus Diaz, où la situation coloniale de notre pays est longuement analysée.

D'autres films offensifs, témoin du désir d'élaborer un cinéma de combat, ont été tournés par des militants à Porto-Rico même, par exemple *Culebra*, documentaire réalisé par Diego de la Texera, qui présente le peuple de Culebra, petite île portoricaine manifestant contre la présence militaire des États-Unis.

Quoiqu'il soit toujours difficile d'apprécier le pouvoir de mobilisation d'un film auprès du public, on peut :

(1) Cf. *Le Monde diplomatique* d'août 1978.

(2) Principal quartier portoricain de Manhattan.

(3) Certaines de ces patriotes sont incarcérés aux États-Unis depuis plus de vingt-cinq ans, notamment Lolita Lebron, que Fidel Castro a récemment proposé d'échanger contre M. Lumé, Nord-Américain détenu à Cuba pour avoir dirigé un complot visant à assassiner le président cubain.

LES autorités portoricaines se sont peu préoccupées du cinéma, c'est le moins que l'on puisse dire; l'exercice conduit par le département d'éducation de la communauté (1) a été très limité, quoiqu'elle ait suscité une certaine émulation officielle notamment auprès du ministère de l'économie qui a entrepris des études pour mesurer la viabilité d'une production cinématographique régulière et industrielle.

Les conclusions de ces études ont été pessimistes; les experts craignent de ne pas trouver sur place des producteurs intéressés, ils redoutent une concurrence étrangère trop agressive, une demande intérieure trop faible, une concurrence de personnel technique qualifié, un décor tropical trop monotone, une hostilité syndicale, etc.

Un tel pessimisme ne se justifie pas à notre avis car, en fait, les autorités refusent de considérer que les possibilités d'expansion du cinéma, médium à contenu idéologique, sont déterminées par l'évolution du contexte politico-économique. Dans cette perspective, la sorte de cinéma national demeure lié à la situation coloniale et

néo-coloniale de l'île (2). Cette situation, qui empêche l'expression de l'authenticité culturelle nationale, censure les portoricains locaux et méprise nos valeurs, est la cause réelle du sous-développement de notre cinéma.

Pour nous, cinéastes nationalistes, le cinéma est un moyen de favoriser la prise de conscience anticolonialiste de notre peuple et de consolider l'identité nationale; c'est un outil de décolonisation. Dans ce but, nous avons créé récemment le Centre de cinématographie et d'information (C.C.I.), qui regroupe une soixantaine de professionnels (réalisateurs, techniciens, caméristes, etc.), décidés à prouver par le film, malgré la puissance de l'empire américain, que nous sommes un peuple en marche vers sa libération.

MARIO VISSEPO,
cinéaste, fondateur du groupe Tirabuzon Rojo.

(1) Deuxième ville de Porto-Rico, située au sud de l'île sur la côte caribéenne.

(2) Fondateur du Parti populaire démocratique (P.P.D.), élu gouverneur en 1940, il est demeuré à ce poste jusqu'en 1968.

(3) Opération lancée au début des années 50, sorte de grand bond en avant « réformiste » orchestré par le P.P.D.

FAVORISER LA PRISE DE CONSCIENCE

JOSÉ M. UMPIÉREZ, sociologue et cinéaste.

LES FEMMES DANS LES LUTTES SOCIALES

L'afflux des femmes sur le marché du travail et leurs revendications spécifiques posent des problèmes nouveaux aux organisations de gauche comme au patronat

Enquête de Geneviève et Thérèse BRISAC



(Photo Jean Gaumy-Gamma.)

Le nombre et l'ampleur des conflits sociaux où les ouvrières étaient des femmes ont retenu l'attention dans les années 70. Les raisons en furent vite trouvées: les femmes étaient victimes de la crise économique et de la restructuration qui frappait de plein fouet les branches traditionnellement féminisées, comme le textile ou la confection. Et vite on voya la saisonnière dans un océan de chiffres qui n'étaient pas forcément dépourvus d'intérêt mais qui masquaient pourtant l'essentiel, à savoir que ces luttes ne se déroulaient pas selon les formes coutumières. La nouveauté n'était guère perceptible dans ce que diffusent habituellement les journaux: nom du délégué syndical (presque toujours un homme), nombre de journées de grèves ou d'occupation, etc. Les sujets de la lutte, même s'il y avait 99 % de femmes, c'était, grammaticalement, les ouvriers.

Ainsi, à l'usine Lip, en 1973, 84 % des ouvrières spécialisées sont des femmes. Comme femmes et comme O.S., elles remettent radicalement en question l'organisation capitaliste du travail. Pour une femme exploitée à l'usine, dévotée à la maison, il ne s'agit pas de travailler d'un côté, la famille de l'autre. Pour elle, contrairement à son mari, la vie ne peut se découper en rondelles, tout s'entremêle.

La façon d'être d'une femme, sa vie privée, un patron peut encore en décider, comme le montre cet article tiré d'un journal patronal paru assez récemment: « L'employée de salle doit être tirée à quatre épingles. Les exigences d'ordre physique sont les suivantes: bain ou douche quotidiens (...) remis clair de préférence, cheveux coupés court, rasés à l'épave, larges constamment des bas, chaussures à talons larges, mi-haut... » Et quel encore?

Une employée n'a pas non plus le droit d'être de mauvaise humeur. Une femme, même surexploitée, doit tester un réconfort pour les yeux... C'est ainsi qu'en janvier 1978 deux opératrices de l'entreprise Vega, à Saint-Ouen, sont mises à pied pour deux jours. Motif: « Ne pas respecter l'ordre qui vous a été donné de saluer le directeur général... »

Ces dernières années, de Carisay aux Chèques postaux de Paris, des banques à la CIP du Nord, les mêmes questions ont été rendues concrètes, brûlantes, dominées par une exigence: celle d'être entendues, tout simplement. Or, pour être entendues, il faut pouvoir parler. Ce que les femmes, le plus souvent O.S., ont découvert et démontré, c'est qu'elles appartenaient aussi comme contribution à la lutte leur besoin élémentaire et essentiel du respect de la parole de chaque individu, à égalité: une exigence de démocratie à la base. A l'usine Lip, des O.S. et des horlogères ont analysé les blocages auxquels elles s'étaient heurtées, bien plus profonds, bien plus résistants qu'un rejet explicite, qu'un mépris exprimé. Elles expliquent: « J'avais pourtant des tas de choses à dire, mais je m'exprimais à côté de gens qui en deux mots avaient tout dit... Quand ils avaient besoin de pied pour aller, mais quand il fallait nous écouter, quand on donnait une idée, c'était terminé et nos idées ne figuraient nulle part... »

Au même moment, lors d'une fête de « Politique-Hédo », le délégué des tanneries d'Annoy en grève, ou milieu de travailleuses muettes, expliquait que les problèmes des femmes étaient très bien résolus. Résolus? Ils n'étaient même pas posés. Les femmes assuraient en silence, pendant qu'il « dirigeait », les tâches imparties à leur sexe: l'accueil, le secrétariat, la correspondance. Comme à une certaine journée « portes ouvertes » chez Lip, où les ouvrières étaient toutes penchées sur leur binoculaire, pendant que les délégués montraient aux visiteurs le fonctionnement de l'usine. Elles travaillaient en silence, ils parlaient autogestion.

Une attaque différente

Au long de ces longues grèves, quelque chose a changé. « On vivait intensément, on vivait une autre société », raconte une ouvrière de chez Lip. Alors, les premiers temps d'euphorie passés, on a vu des ouvrières, lassées de faire deux métrages par jour, exiger un tour pour le balai. Ce qu'on ne supporte plus à l'usine, pourquoi le tolérer chez soi? La force d'une nouvelle vision du monde ébauchée a ébranlé bien des foyers. Car la grève, pour une ouvrière, a des retentissements beaucoup plus importants que pour un ouvrier: le savant équilibre du temps est brisé. Les maris ne sont pas toujours compréhensifs, surtout quand il faut accepter que leur femme soit de garde de nuit à l'usine occupée. A Lip, ces petits détails ont parfois abouti à des divorces. A Scaplier,

une usine de confection bretonne en grève en mai 1976, si la grève a duré cent neuf jours, c'est envers et contre tous. Les pères et les maris des non-grévistes venaient traîner les femmes en grève de « putains ». L'une dit, discrète: « Ça n'était pas toujours facile... »

A la CIP ex-Bailleul, dans le Nord, dès le début du conflit, au printemps 1976, les travailleuses organisent une réunion avec les maris et les pères pour leur expliquer la situation et tenter de résoudre collectivement les problèmes qui risquent de se poser. Cette volonté de poser explicitement les problèmes « privés » est nouvelle et importante. On a vu des groupes de femmes de grévistes se constituer pour soutenir les maris, jamais encore de comités de maris des femmes en grève. Dans l'interminable occupation de l'usine CIP, les femmes ont dû inventer un militantisme différent, tenant compte du fait que les maris n'envisageaient pas de voir changer leurs petites habitudes. Des rythmes différents se sont imposés, qui s'adaptent au temps des femmes.

Rythme différent, organisation différente aussi. Parce qu'elles se sont débarrassées des chefs,

parce qu'elles ont besoin de respirer, d'échapper aux contraintes des relations autoritaires dans la famille, les femmes recherchent un fonctionnement égalitaire, anti-autoritaire, non hiérarchique, qui tienne compte des contraintes que choque continue à subir et leur permette de les affronter. De l'oppression et des discussions nuit une démocratie différente où les mécanismes traditionnels de délégation et de pouvoir sont grippés.

Cet apprentissage se concrétise en mille anecdotes. Ainsi à Eurostil, une usine des environs de Barcelone, la grève a signifié, pour l'une, d'apprendre à conduire un camion, pour l'autre, de parler à un meeting; une troisième s'étonne: « J'ai eu envie de partir quinze jours à vacances avec les copines... » Et elle l'a fait. Toutes disent: « Ce ne sera jamais plus pareilles. » Elles se sont découvertes ensemble, elles se sont inventées ensemble.

Comme le montre encore ce reportage à Louvain, publié par le journal *Histoires d'Elles*, dans une entreprise de nettoyage outogérée depuis trois ans et qui désormais s'appelle « le Balai libéré ». Pour ne pas être licenciées, les femmes

ont dû inventer une autre façon de travailler. Pas de bureaucraties, mais une rotation des tâches; pas de structures figées. Les travailleuses disent: « On ne travaille pas mains, mais on se sent libres, tout a changé, on se pointe plus, on se parle... » Toujours la parole...

Luttes mixtes, où les problèmes posés par les femmes ont fait exploser les routines traditionnelles et mis en question les pratiques les plus avancées; luttes de femmes où s'élaborent d'autres façons de faire; depuis 1973 les grèves révèlent un phénomène profond que seule la myopie d'une société peut occulter: la montée du féminisme dans les usines, à travers les luttes, par les luttes, vers d'autres luttes aussi. Il ne s'agit en aucune manière d'un rattrapage historique des luttes de classe menées par les hommes, car les motivations, les exigences, les besoins des travailleuses, ne sont pas réductibles à ceux des travailleurs. Il s'agit ici d'autre chose: autres forces, autres faiblesses, une attitude différente de la société capitaliste, et peut-être un bouleversement qui s'ébauche dans les affrontements de classes écumées.

Des syndicats qui bougent enfin



chef qui prétend disposer sur elles d'un droit de censure; d'autres s'organisent pour intervenir auprès du mari de l'une d'elles, qui la bat. On pourrait citer des exemples par centaines.

Certes, l'oppression quotidienne dans les entreprises est aussi vieille que le capitalisme; et probablement en est-il de même pour la résistance à cette oppression. Mais la prise de conscience, par les femmes les plus conscientes, de la globalité de leur condition, de leur place collective comme femmes dans la société, voilà qui est nouveau.

Cette révolte s'est développée dans les années 70, et d'abord hors des syndicats. A l'époque, toute la gauche et les syndicats à l'exception jugent les femmes du M.L.F. (1) comme des bourgeoisées, des « écrivaines » dont les problèmes ne concernent en rien la classe ouvrière. Leurs actions spectaculaires choquent, leurs idées irritent. Pourtant, ce sont ces idées qui vont faire leur chemin, souterrainement, et surtout dans les usines que dans les bureaux, chez les femmes au foyer que parmi les lycéennes. La création du M.L.A.C. (2) trouve un écho dans les entreprises où se forment les premiers groupes autonomes de femmes. Puis naissent un peu partout, dans des villes et dans des quartiers où rien apparemment ne se passait, d'autres groupes de femmes.

L'action du M.L.A.C. aboutit à la loi Veil: demi-victoire, demi-échec; mais les luttes de femmes ont cessé d'être marginales. Elles ont soulevé d'autres questions taboues: la sexualité, le droit au plaisir, le divorce, le droit à l'emploi et le partage des tâches familiales entre hommes et femmes, le viol et les violences sexuelles. Toutes ces questions ont été entendues par d'autres femmes, et les groupes ne cessent de se multiplier.

Confrontées à cette émergence, les confédérations syndicales C.G.T. et C.F.D.T. ont connu une très rapide évolution de leurs positions: la plus spectaculaire est la reconnaissance par la C.G.T., en 1977, du « rôle actif » joué par les « groupes femmes » dans les entreprises (3). Etant donnée l'appréciation pour des structures « extrasyndicales et irresponsables ».

Jusqu'ici, pour les syndicats, le problème était de faire adhérer et d'organiser les femmes, d'augmenter (sans jamais y parvenir) la proportion de femmes « responsables ». A la C.G.T., dans les années 60, une série de « conférences des femmes salariées » réaffirme et précise la ligne: unir hommes et femmes sur les revendications communes; pour les femmes, avancer des revendications « spécifiques » telles que la retraite à cinquante-cinq ans ou la protection de la maternité, l'égalité des salaires. Des collectifs féminins sont créés par les structures syndicales pour s'adresser aux femmes. La C.F.D.T., au départ, préconisait le « libre choix entre le travail et la maternité », thème progressivement remplacé, de 1963 à 1975, par celui du droit au travail, et de la critique des modèles sociaux imposés à chaque sexe. Les revendications « spécifiques » proposées par la C.G.T. pour rallier les femmes sur des bases catégorielles sont rejetées par la C.F.D.T., car, estime-t-elle, elles handicapent les femmes sur le marché du travail et n'ouvrent pas les possibilités de faire participer les femmes à l'action syndicale était-elle souvent démentie par la réalité. On a vu par exemple, pendant la grève de 1972 aux Nouvelles Galeries de Thionville, le responsable syndical expliquer aux grévistes: « Vous pouvez me faire confiance: je pourrais être votre père... » Mais, surtout, les années 1973 et 1974 ont montré que le problème n'était pas de trouver des revendications particulières, ou de se mettre à la portée des femmes: ce sont elles qui inventent une façon propre de mener leurs luttes. On ne pouvait plus attribuer leur faible présence dans les syndicats à leur « arriération ». D'où des révisions déclinantes.

L'objectif des syndicats est bien d'organiser tous les travailleurs, quel que soit leur sexe, mais en tant qu'institutions ils représentent une tradition de lutte modelée par les hommes, des forces d'organisation, des objectifs, des méthodes d'action adoptées aux hommes. La domination d'un sexe sur l'autre s'exerce aussi en leur sein, et la lutte des femmes les heurte de plein fouet. Mais la rapidité et les rythmes saccadés de l'évolution des positions syndicales peuvent s'expliquer par trois facteurs.

Avancer du même pas

D'ABORD la composition même de la classe ouvrière s'est profondément transformée depuis les années 60: les femmes salariées sont de plus en plus nombreuses. De moins en moins de femmes cessent de travailler pour élever leurs enfants et le taux d'activité des femmes mariées a crû de 31 % en 1962 à 40 % en 1975. De moins en moins aides familiales ou auxiliaires de leurs maris, de plus en plus salariées, ces 6,2 millions de femmes ne conquièrent pas pour autant l'égalité avec les hommes: elles occupent les emplois déqualifiés de l'industrie, ou forment la plus grande partie des « O.S. en col blanc », employées chez leurs conditions de travail ou de salaire rapproché des ouvrières (4). Comme en témoignent les petites annonces, malgré la loi, il n'y a presque pas de métiers mixtes. L'entrée des femmes dans une branche traduit la déqualification du travail, et le départ des hommes vers des activités plus qualifiées, mieux payées... et socialement valorisées. Le patronat, après avoir encouragé l'entrée des femmes dans la production, surexploite leur travail. Mieux, il

cherche, à l'occasion de la crise économique, à imposer la mobilité de la force de travail: il organise des formes de travail instables (intérim, contrats temporaires) qui facilitent le contrôle de la classe ouvrière et l'adaptation exacte du nombre d'emplois à la conjoncture. Les femmes sont une cible de choix pour ce genre d'innovations: grâce à leur double journée de travail et aux contraintes familiales qui pèsent sur elles, il semble possible d'en faire la main-d'œuvre mobile et inorganisée par excellence (5). Pour les syndicats, surtout depuis le déclenchement de la crise, organiser ces nouvelles couches de la classe ouvrière devient un objectif essentiel tant contre le patronat que dans la concurrence intersyndicale.

La deuxième cause de cette ouverture aux problèmes nouveaux du féminisme est à rechercher dans la volonté de préserver dans les entreprises leur monopole d'organisation dans les entreprises. Il leur fallait ou bien se résigner à laisser les groupes de femmes s'organiser hors d'eux ou bien s'adapter. A la crainte de la récupération par l'extrême gauche s'est ajoutée, avec l'Année de la femme, la menace de récupération par la droite. Ainsi peut-on lire dans le *Peuple*, revue

(1) M.L.F.: Mouvement de libération des femmes, créé en 1970.
(2) M.L.A.C.: Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception, créé en 1973.
(3) Dans un rapport de juin 1977, rendant compte de la situation catégorielle des femmes salariées, on lit: « Que penser du phénomène « groupes femmes »? Pourquoi des travailleuses s'organisent-elles le besoin de s'organiser en dehors du syndicat pour discuter de leurs problèmes?... Des néo-grévistes même. Parce qu'elles n'arrivent pas à se faire entendre dans l'organisation syndicale et que les commissions féminines ne sont pas toujours à la hauteur... »
(4) Le salaire moyen des femmes O.S. dans toutes les branches reste de 30 % en dessous de celui des hommes malgré le décalage du niveau absolu de ces salaires moyens; ce qui traduit à la fois la sous-qualification et le sous-emploi des femmes. Il y avait, en 1975, 700 000 femmes O.S.; ce qui représente une augmentation de 28,5 % depuis 1968. Dans la même période, le nombre d'O.S. masculins a augmenté de 4,9 %. Quant aux manœuvres, elles étaient 614 370 en 1975, soit 27,7 % de plus qu'en 1968, alors que les hommes n'étaient plus que 998 300, soit 10,7 % de moins qu'en 1968. Si on additionne O.S. et manœuvres, il y a 1 000 000 ouvrières françaises non qualifiées en moins entre 1968 et 1975. Ils ont été remplacés par 127 000 immigrés (hommes et femmes), et par 283 000 femmes françaises.
(5) Les syndicats ont constaté une égalisation ou un nombre de conflits menés par ces femmes et des hommes (rapports de Christiane Gillet à la confédération C.G.T. de mai 1977, et de Jeanette Leot à la confédération C.F.D.T. de février 1978), mais les taux de syndicalisation semblent cependant plus faibles pour les femmes. Ainsi, il y a, à la C.G.T., 25,5 % de femmes (sur 2,1 millions d'adhérents), à la C.F.D.T., 40 % de femmes (sur 1,04 million d'adhérents), et à l'O.S., 25 % de femmes (sur 0,8 million d'adhérents). L'enquête de la C.G.T. publiée sous le titre *Femmes de l'usine* et en 28 % des salariées et le taux de syndicalisation à 28 % des salariées et le taux de syndicalisation des femmes à 22 %. Certaines explications traditionnelles invoquent l'absence de militantisme des femmes: le mariage interrompait moins en moins de femmes travaillant dans de petites entreprises à caractère familial; elles étaient de plus en plus nombreuses dans les concentrations d'emplois. Mais de nouvelles formes d'instabilité se développent par exemple, en 1976, il y a eu deux cent mille contrats d'intérim ou moins de trois mois principalement pour des femmes.

LES FEMMES

فكرنا من الأصل

INTERROGATIONS

LES choses en sont arrivées à ce point : rien n'apparaît plus étranger au discours des grands systèmes que la folie ; nul n'est plus sourd au dire auvernal du délire que celui qui parle au nom d'une cohérence. L'oppression passe aussi par là.

Qu'on l'affirme parole insensée ou qu'on l'identifie à la maladie, à l'anormalité, l'essentiel est bien qu'on frappe la folie d'exclusion et d'abandon qu'on oppose une surdité majeure à sa parole. Qu'on attribue aux seuls psychiatres et aux psychanalyses la fonction et le droit d'entendre quelque chose prive l'ensemble de la population de l'écoute d'une parole précieuse : celle qui pointe les failles et les limites de toutes les grandes cohérences.

Un exemple : le discours politique. Il en appelle au peuple. Il développe une ou plusieurs idées. Il est parfois violence, s'il anticipe ou évite les questions qui pourraient interroger les points faibles de son édifice. Dans sa forme parfaite, pleine, irréfutable, ne réprime-t-il pas la parole des autres, une autre parole ? A moins de se fonder d'une dialectique pleinement ouverte, le discours idéologique donne un reflet du réel qui, dans le même mouvement, en masque une part. Un terme forcément contradictoire, mais aussi les failles très personnelles de celui qui parle. Plus il affirme, et plus il se désincarne, plus il se désincarne, et annule la possibilité pour tous de prendre part à cette naissance d'une parole nouvelle et commune. Les schématismes de certaines éloquences fascinent davantage par des effets de miroir que par leur capacité à faire ricocher la parole jusqu'à une création commune où chacun agissait une transformation de sa pensée et de lui-même.

Le discours du politique est tenté de rester trop souvent discours clos, construction échappant à l'inattendu du discours vivant. Il devient aussi pouvoir et violence.

Il faudrait démocratiser la politique. Mais les conditions formelles du débat public n'y suffisent pas. Qui seront les plus utiles à libérer la parole ? Le fou et le poète ne sont-ils pas aussi à dessaisir celui qui ouvre le débat de la possession exclusive du discours ? Mais aujourd'hui l'exclusion et les clivages ont bien opéré. Face aux discours à mailles trop serrées on n'entend plus rien sur la place publique, des discours du fou ou du poète.

Ce n'est peut-être pas dans les lieux psychiatriques que l'on a le plus appris de la folie. L'institution à ce même pouvoir d'opprimer le discours des autres, et de rendre sourd à ce qu'il porte de défi et d'interrogation irrédicible. Elle enferme et isole les plus vifs questionnements. J'ai eu parfois la chance d'entendre dans un débat public l'intervention de celui qu'on disait fou. Sa parole n'appelait pas de réponse, elle ouvrait des béances, se plaçait comme une interlocution insolite et profonde. Le sourire ou l'ironie pouvaient bien lui faire suite, elle était un appel à la vérité. La rupture était parfois telle qu'on pensait que la séance était « ratée ». Il est certain qu'aujourd'hui on ne saurait plus se satisfaire d'entendre des discours, retournés en des interrogations atteignant la profondeur de chacun.

MAI 1968. De chaudes journées. L'accès soudain de nouvelles couches sociales aux luttes de l'histoire. La difficile jonction du mouvement ouvrier et du combat étudiant. L'absence de perspectives après la mobilisation ensemble tout un peuple. L'espérance quand même, puis la déception. Parfois la rancœur. Pourtant tout n'a pas été perdu. Il est resté de cette période un nouvel imaginaire de la révolution. Depuis lors le discours de la contestation politique s'écoupe s'il n'est tenu pas complet. Ce printemps-là, le discours était volontiers courtois, ou bien marqué d'une ardeur logique libératrice ou terroriste. Mais il s'y est heureusement adjoint des passions émergentes, les traces écrites légères du rêve, des représentations de soi et des autres jaillies de l'imaginaire. Dans les ruptures des grandes cohérences conceptuelles s'exprimait un défi au vieux monde, à son langage usé.

Militant communiste, j'ai occupé ce temps-là à défendre et à expliquer les positions de mon parti. Je pense profondément

ment qu'elles étaient justes, nécessaires. Je suis sûr que leur fermeté a bien plus sauvagardé qu'on l'a dit les espérances et le possible des grands changements révolutionnaires. Mais je sais aussi que ceux qu'il fallait convaincre ont également enrichi le discours des communistes, qu'ils en ont bouleversé le côté fade, trop fermé, stéréotypé, qu'ils ont fertilisé une démarche en l'ouvrant à l'image, à la parole de tous. Cette fécondation n'est pas aujourd'hui au bout de parler ses fruits et d'ouvrir aux questionnements les plus amples, les plus ouverts.

ENTRE tous ceux qui parlaient, c'était celui qui témoignait de la folie qui portait au plus haut niveau cette parole nouvelle. Je me souviens de l'un de ces jours de fièvre générale. Un meeting : des hommes engagés se parlaient dans une sorte de jeu où s'affrontaient des thèses toutes rondes, derrière lesquelles se cachait bien le singulier de chacun.

L'ampleur de cette résonance devient certitude. Les vérités imposées aboutissent à des effets de lecture et ne sont guère aptes à mobiliser des engagements vivants. Il faut du courage pour leur opposer l'expérience d'une parole qui cherche. Le fou a parfois ce courage. Il parle de lui et son discours se responsabilise de questions universelles. L'interlocuteur, c'est peut-être qu'il nous ramène sans cesse aux raisons premières de nos engagements et de nos luttes, à la part initiale de la quête et du doute qu'il faudrait oublier pour accéder au confort sans faille des convictions définitives et péremptives.

EN 1978, je prenais part à un débat politique. J'exprimais, je défendais des idées, un programme. Je voulais convaincre, démontrer. Un homme s'est levé, hagard, inspiré. Il m'a interrogé : « Et l'angoisse ? La mièvrerie, la nôtre ? Que faire contre l'angoisse ? » Etait-ce parole de fou ou parole de sage ? Une dissonance,

ardent appétit de pouvoir. La folie se repère par son incapacité de camoufler le singulier de la première personne. Hors du déguisement des conformismes, son discours erre dans les angoisses et le délire du sujet, suivant le jeu à première vue incommensurable de ses fantasmes propres ou les modes particuliers qu'il a retenus pour les traiter ou les conjurer.

Pourtant, c'est une problématique profondément commune et humaine qui s'y parle. Insensée, innocente, cette parole-là redonne du sens au débat jusqu'à poser l'ultime question politique, celle du rapport de chacun au patrimoine de l'espèce.

Le discours du fou, comme celui du poète, fait échapper la trop oppressive démonstration. Il repose sans cesse les questions omises. Il réagresse. C'est qu'il est peut-être plus proche du mythe, de la naissance, du sexe et de la mort. Il appelle à écouter l'envers du discours, il décentre et réinterroge, là où on voudrait ériger que le langage pénètre. Il est peut-être toujours l'ultime question politique, celle du rapport de chacun au patrimoine de l'espèce. Il se dérobe à toute parole conformée. Il déjoue la logique ou la caricature pour mieux la corrompre. Il détourne sans l'ordre du temps, parle le passé au futur ou le futur au présent. Il est subversion de tout ordre. Il autorise tous les retournements. Il libère ainsi la pensée des habitudes intellectuelles et fait éclater un vaste champ de représentations, de ruptures, de perspectives. Il est essentiellement quête de liberté et rénovation du sens.

UN jour, j'ai rencontré un homme qui vivait l'expérience d'une confusion agitée par l'angoisse, la perte des limites de lui-même et du monde. Sa propre historicité l'abandonnait. Des images, des voix, de gigantesques menaces l'enveloppaient. Il perdait, puis il a retrouvé une parole comme une renaissance. Cet homme-là était menacé, il redécouvrait l'arbre, une nature vivante, l'outil, sa signification profonde dans le rapport à sa main et à son désir de faire, de créer, les sources du sens du travail humain. Il lui fallait falloir payer ce prix. Si la fonction de la folie est bien cette recherche et cette redécouverte du sens à vivre, la souffrance et le sacrifice qui s'y attachent ne sont-ils pas d'autant plus violents que les obstacles qu'il faut vaincre pour retrouver les sources sont plus épais ? L'étrangeté, l'exclusion, ajoutent à cette souffrance. Une telle remise en cause des ordres, celui qui protège chacun de nous d'un tumulte de soi-même, celui aussi qui fonde notre société sur une idéologie strictement normative, ne peut être entendue que comme subversion inadmissible et conduire au rejet.

Un nombre des appareils qui cautionnent et réalisent ce rejet, quitte à déclencher les plus aveugles violences, la psychiatrie est toujours soumise à de grandes tentations. Par extension quasiment logique, l'histoire contemporaine nous enseigne que tout discours subversif risque d'être assimilé à la folie et soumis aux mêmes procédures d'exclusion. Dès lors, il est insuffisant de limiter la condamnation à la seule utilisation de la psychiatrie et des fins de répression de la contestation politique. Il faut aller au bout et reconnaître à la psychiatrie la fonction plus générale de contention de toute interrogation subversive. Il faudrait aussi admettre que les changements des structures sociales, pour indispensables qu'elles soient, ne suffisent pas à garantir à la révolution sa pleine dimension. Le discours du fou en appelle à des bouleversements au-delà de cet objectif.

Il rompt notamment le discours du strict efficace et de l'utilitaire. Il prend part au combat contre les mécanismes du vieux monde. Si l'on pouvait devenir moins sourd à la voix qui le prononce, les échos suspects du discours politique en seraient assaillis. Mais ce serait déjà lui faire place dans la communauté parlante, et renoncer à craindre, opprimer et exclure ceux qui de leur folie interrogent autant la nôtre qu'un ordre social, encore si attaché à opprimer les potentiels humains et à châtrer le langage.

Le défi de la folie

Par TONY LAINÉ *

Un homme jeune, impatient, a parlé à son tour : il a dit l'exceptionnel de la situation. Puis il a voulu décrire la liberté qu'il voyait naître : « Le monde est ici, en moi, mobile, transformé. Le monde gonfle en moi, félicité. Je le porte. Au secours. »

Peu importe que certains aient ri, que d'autres aient évoqué la fragilité des défenses de celui qui parlait. Tous étaient interrogés avec moi sur les limites du discours sur cet appel au nouveau. C'était déjà plus : tout à la fois le craquement possible d'un monde et le changement de chacun de nous.

Plus tard, nous avons poursuivi le dialogue. Il a dit longtemps qu'il était doté de tous les pouvoirs, qu'il pouvait tout vivre tout savoir. Tous les possibles étaient en lui.

De 1968, on a retenu la signification d'un moment de l'histoire. On a peut-être insuffisamment mesuré la portée de cette liberté donnée à la folie. Un sens soudain régenéré et révoqué donné à la parole.

DANS l'écart entre des luttes non confluentes et des passions bien confinites, l'insolite avait trouvé, pour un temps bref, son espace. On marchait de front, avec des vérités tout autant contraires, démentées mais différentes. Dans l'instant du doute à rejoindre ce cortège-ci ou celui-là, des émergences affleuraient, témoignaient de la recherche active d'une vérité pas encore énoncée mais se parlant depuis le début, à la première personne. Les dogmes étaient largement interrogés.

C'est que la vérité ne se communique pas de celui qui l'affirme à celui qui l'acquiesce. Quand on y adhère passivement, on participe paradoxalement d'une mystification. La vérité ne se garantit que d'une accession personnelle qui s'origine dans les tourmentes de l'émotion. Elle ne s'entend qu'après, comme une parole qui répond et tombe juste. Auparavant, elle se projette et se cherche. Elle est refusée avant d'être choisie. Elle passe toujours par une création personnelle, une tentative de sa parole propre qui soudain accroche une cohérence exacte, une résonance avec une autre parole.

mais une question. Un manque pointé sous l'application. Il y a eu un silence. L'écoute, l'attente prenait de l'épaisseur. Alors on a parlé de ce qui reste peut-être irrédicible au politique. L'assistance s'est animée. Dans cette distance de l'angoisse au politique, la parole naissait. La liberté et la démocratie ne perdait rien à cet échange. Plus encore que dans les modèles programmés qui les revendiquent, elles s'y découvraient vivantes.

Y a-t-il un autre homme que le fou pour déboucher si vite un « je » masqué par celui qui a fonction d'être porte-parole ? Celui-ci n'entendait pas laisser plus longtemps se dire une parole au sujet irrespectable, impersonnel. Il en appelait à la reconnaissance de plus d'humanité, plus de doute, plus de liberté.

J'ai aussi participé à de nombreux débats sur la folie, sur la norme, sur l'enfermement, je reste étonné de l'intérêt suscité par ces questions. La parole sur la folie, sur l'exclusion qui lui est réservée, s'articule toujours avec celle qui interroge les autres aliénations. Celle du destin et de l'angoisse de chacun. Celle aussi des formes diverses de l'oppression sociale. Mais chaque fois que ceux qu'on disait fous ou défilés intervenaient, un vrai débat, ouvert, impliquant, se développait. C'était comme un défi, une voix qui refusait la réponse trop tôt placée pour fermer l'interrogation : « Je suis fou, mais nous sommes de la même chair, de la même langue, témoins du même monde. Si vous n'attendez pas ma parole, c'est qu'elle dit plus que ce que je vois. Parfois masquée mais parole comme un fleuve. Parole sans cesse nouvelle, naissance. Je prends ainsi ma part d'un combat pour la liberté, pour l'établissement d'un autre temps. Il faudrait que la politique ne soit pas sourde à ma parole. »

Ici encore des marques se dévoilaient. La cohérence du discours politique perdait son pouvoir sur l'autre, se prolongeait en un débat impliquant chacun.

Le discours de l'idéologie dit « nous » ou « je » équivaut à l'invoque et l'histoire. Il masque souvent ainsi un

* Psychiatre.

Dans ce numéro :

PAGE 2 : IRLANDE, NOUVELLE - ILE AUX PROFITS - par Bernard Cassen. Elections législatives et nouveaux gouvernements.

PAGE 3 : CRISE ECONOMIQUE, CRISE DE LA DEMOCRATIE : la répression dans les pays capitalistes avancés, par James F. Petras.

PAGE 4 : Suite de l'article d'André Jallon sur les profits du « déarmement ». - Recherches universitaires, par Charles Zorbiga.

PAGE 5 : L'impossible reconstruction de l'Etat libanais, par Selim Turki.

PAGE 6 : PETROLE ET DEVELOPEMENT ECONOMIQUE : Les Arabes riches et les Arabes pauvres, par Nicolas Sarkis.

PAGE 7 : Comment une poignée de firmes multinationales dominent le marché mondial du coton, par Frédéric Clairmonte et John Cavanagh.

PAGES 8 et 9 : Un épisode de la terreur à Santiago-du-Chili : la confession de l'« homme à la gougoule ». Dans les revues...

PAGE 10 : Commerce International et droits de l'homme : l'Argentine est ici, par Carmen Castillo et Evelyn Le Garrec.

PAGE 11 : Comment se discrédite un régime : coups bas en série contre la démocratie italienne, par Ferdinando Sciana. Suite de l'article de Howard Schissel sur la Mauritanie.

PAGE 12 : L'économie politique des régimes de type soviétique, par Pierre-Noël Girard. - L'U.R.S.S. au quotidien (M. T. M.).

PAGE 13 : POLITIQUE ET LITTÉRATURE : Paysans bulgares face à la mutation du village, par Moncef Jaki.

PAGES 14 et 15 : Peut-on se fier aux prévisions ? enquête de Maurice T. Maschino.

PAGE 16 : Les livres du mois.

PAGE 17 : CINEMA POLITIQUE : Pour Porto-Rico, par Ignacio Ramonet, José Garcia et José M. Umpierrez.

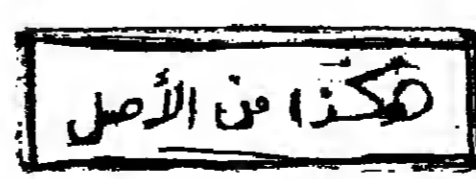
PAGES 18 et 19 : Les femmes dans les luttes sociales, enquête de Geneviève et Thérèse Brisac.

PAGES 20 à 23 : L'activité des organisations internationales.

Le numéro de « Monde diplomatique » de juillet 1978 a été tiré à 106 000 exemplaires.

août 1978

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSE FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle. Langues & Affaires, établissement d'enseignement riche de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine linguistique, vous propose des formations spécialement élaborées pour une utilisation professionnelle (langue économique et commerciale, contemporaine...), et des préparations efficaces aux diplômes des Chambres de Commerce Étrangères, de l'Université de Cambridge, aux B.T.E. Traducteur Commercial, et à toutes les épreuves de langues des examens et concours.



LE Entreprises Deu contre les D... (Partial view of another page or advertisement on the right edge of the scan).